

RÉVOLUTION ou GUERRE

#17

Revue du Groupe International de la Gauche Communiste (GIGC)

Janvier 2021



Sommaire

Au milieu de la confusion généralisée, la boussole de la lutte prolétarienne

Situation internationale

Élection de Biden : succès des campagnes démocratiques, identitaires et anti-racistes contre le prolétariat américain et international

États-Unis : le racialisme de gauche comme arme du sabotage syndical (GCCF)

« L'intersectionnalité » : une production idéologique de la pensée dominante

Le combat de la Gauche communiste contre le « gramscisme »

À propos du livre de la TCI *Gramsci entre marxisme et idéalisme*

Débat au sein du camp prolétarien

Prise de position sur la plateforme 2020 de la Tendence Communiste Internationaliste

Correspondance sur les thèses de 1946 d'*Internationalisme* sur la nature de l'État

E-mail : intleftcom@gmail.com, site web : www.igcl.org

4 dollars/3 euros

Sommaire

| | |
|--|----|
| Au milieu de la confusion généralisée, la boussole de la lutte prolétarienne | 1 |
| Situation internationale | |
| Élection de Biden : succès des campagnes démocratiques, identitaires et anti-racistes contre le prolétariat américain et international | 2 |
| États-Unis : le racialisme de gauche comme arme du sabotage syndical (GCCF) | 6 |
| « L'intersectionnalité » : une production idéologique de la pensée dominante | 10 |
| Le combat de la Gauche communiste contre le « gramscisme » | 16 |
| À propos du livre de la TCI, <i>Gramsci entre marxisme et idéalisme</i> | 17 |
| Débat au sein du camp prolétarien | |
| Prise de position sur la plateforme 2020 de la Tendence Communiste Internationaliste | 20 |
| Correspondance sur les thèses de 1946 d' <i>Internationalisme</i> sur la nature de l'État | 24 |

Appel à souscription

Nous remercions les lecteurs qui comprennent et soutiennent notre activité sous diverses formes : contributions écrites, matérielles ou financières. La publication, l'impression et l'envoi de notre revue représentent un effort financier important compte tenu des faibles ressources dont nous disposons. L'évolution de la situation vers des affrontements de classes décisifs, l'ensemble des activités de notre organisation (intervention dans la classe, travail de regroupement...), tout cela exige, entre autres, un effort financier important de notre part. Nous appelons tous nos lecteurs intéressés par notre travail et les analyses que nous défendons à nous apporter leur soutien financier sous forme de souscription ainsi qu'à faire connaître notre revue autour d'eux. S'ils veulent recevoir régulièrement la revue et être au courant de nos communiqués, ils peuvent nous envoyer leur email à intleftcom@gmail.com.

Au milieu de la confusion généralisée, la boussole de la lutte prolétarienne

« Les critères qui nous guident dans l'examen des antagonismes sociaux limités à un secteur du monde capitaliste sont de deux espèces : tout d'abord, il s'agit de repérer, du point de vue international, les éléments qui engendrent la modification des rapports sociaux afin de dégager l'antagonisme fondamental régissant la lutte des classes d'une période déterminée ; ensuite, il faudra discerner, au travers des apparences, des faits secondaires et contingents, des contradictions de surface, les tendances qui dominent l'évolution sociale, les éléments qui caractérisent la nature et la fonction des classes en présence » (Communisme #20, 1938, bulletin de la Fraction belge de la Gauche communiste internationale¹).

La rupture historique qui s'est opérée début 2020 avec la propagation mondiale du covid-19 ne fait plus question aujourd'hui. L'avant et l'après est clair pour tout le monde quel que soit le point de vue de classe des uns et des autres, bourgeois et prolétaires. Seules les diverses couches petit-bourgeoises impuissantes, et pour beaucoup aujourd'hui désespérées, peuvent encore s'illusionner sur un retour à la situation d'hier. La crise économique ouverte qui couvait et devait éclater, a explosé sous une forme inattendue du fait de la pandémie. La paralysie d'une grande partie de la production capitaliste mondiale fut inédite quant à sa soudaineté, sa simultanéité et son ampleur. Dix mois plus tard, les fermetures d'entreprises se multiplient, les licenciements explosent et le chômage redouble. Et pour les prolétaires qui gardent encore leur emploi, les conditions d'exploitation se détériorent brutalement et dramatiquement. Pourtant, la facture des trillions de dollars et d'euros émis et jetés sur les marchés pour éviter la paralysie encore plus brutale de l'économie et du secteur financier ne leur est pas encore présentée. Elle sera douloureuse. Pour tous, misères et souffrances généralisées sont le devenir. D'autant qu'à la note à payer pour la crise, s'ajoutera celle des tensions impérialistes et guerrières, des dépenses militaires, inévitablement destinées à s'accroître et présentées sous couvert de différents plans dits de « relance », de « grands travaux » ou encore de « relocalisation » des productions nationales.

Reconnaissons-le, comme beaucoup, nous pensons que la pandémie ne serait qu'une parenthèse, une contingence, l'alumette qui avait mis le feu au baril de poudre qui ne demandait qu'à exploser. Or, elle est devenue un élément à part entière de la crise et de l'exacerbation des antagonismes sociaux, un des éléments engendrant « la modification des rapports sociaux [permettant] de dégager l'antagonisme fondamental régissant la lutte des classes » de la période actuelle. En tant que facteur contingent et soudain, elle a induit la rupture de la dynamique internationale de luttes ouvrières qui commençait à peine à prévaloir et à se développer, et dont les deux mois de grèves et de manifestations de rue violentes en France de l'hiver 2019-2020 avaient été la pointe avancée. Le prolétariat s'est alors retrouvé dé-

boussolé et démuné face aux premiers éclats de la crise, incapable d'y répondre sur son terrain du fait des craintes sanitaires et du confinement généralisé. La bourgeoisie a su instrumentaliser la pandémie à son avantage politique contre le prolétariat en semant à la fois confusion et peur dans ses rangs, prêchant l'union nationale et en développant comme jamais son contrôle social et policier sur les populations. À ce jour, et même si quelques luttes commencent à surgir ici ou là, en particulier contre les plans de licenciement, il n'est aucune réaction prolétarienne significative face à la crise qui puisse indiquer une véritable reprise ouvrière.

Néanmoins, le fait qu'à partir des États-Unis, la bourgeoisie ait ressenti le besoin de lancer, avec succès, une offensive idéologique et politique d'ampleur, y compris au niveau international, sur l'identitarisme et le racisme visant à semer confusion et division dans les rangs prolétariens selon les origines et la couleur de peau, indique bien que l'instrumentalisation de la pandémie ne suffira pas à repousser indéfiniment les réactions prolétariennes face à l'ampleur des attaques. Car, quelles que soient les forces et les faiblesses du prolétariat international, il ne fait aucun doute qu'il y aura confrontations massives et de dimension historique entre les classes. La véritable interrogation est plutôt : le prolétariat pourra-t-il déjouer les pièges de tout ordre qui seront dressés sur sa route et dégager à minima la voie à son insurrection, à la destruction de l'État capitaliste et à l'exercice de sa dictature de classe ?

Et c'est là que le bât blesse. La dispersion et la faiblesse des minorités révolutionnaires du prolétariat, voire leurs travers d'ordre sectaire, ne permettent pas d'envisager dans l'immédiat une dynamique effective vers leur regroupement en parti. Or, qui d'autre qu'un parti, voire à défaut que les groupes communistes parlant d'une voix unie sur les questions essentielles, pour déjouer les pièges et obstacles de tout ordre et éclairer la voie vers la révolution communiste ? Pour orienter et diriger le combat de classe contre la bourgeoisie mondiale et le capitalisme ? Pour notre part, là est notre inquiétude principale et notre priorité.

25 décembre 2020

1 . La FBGCI fut le groupe belge issu de la minorité de la Ligue des communistes internationalistes qui rejoignit la fraction italienne en 1937.

Situation internationale

Communiqué sur la situation aux États-Unis – 7 novembre 2020

Élection de Biden : succès des campagnes démocratiques, identitaires et antiracistes contre le prolétariat américain et international

Trump est battu. Au bout d'une semaine de dépouillement des bulletins pro-Biden envoyés par courrier, la "remontada" électorale annoncée, y compris par Trump lui-même, a bien eu lieu. La bourgeoisie américaine peut légitimement crier au succès. N'est-ce pas la preuve de sa maîtrise politique ? N'a-t-elle pas réussi à imposer le changement de président que, visiblement, elle jugeait nécessaire d'opérer depuis l'éclatement de la crise économique et de la pandémie ? Et à nommer Biden ? Celui-ci n'était-il pas soutenu pratiquement par l'ensemble des différentes fractions bourgeoises et de l'appareil d'État, y compris, et publiquement, par les militaires les plus hauts gradés, une partie des républicains eux-mêmes, et jusqu'à Fox News, la chaîne info pro-Trump ? Mais, peut-être plus important encore pour son succès, n'a-t-elle pas réussi à mobiliser comme jamais pour ces élections ? Dans un pays où la participation électorale a toujours été historiquement faible, autour de 50 %, tous les records depuis 1900 ont été battus et 67 % du corps électoral américain a voté.

La mystification électorale et la mystification démocratique sortent renforcées après des mois de tensions, de pandémie ravageuse, de manifestations antiracistes et de provocations armées de milices para-militaires, pour la plupart d'extrême droite. Et ce, alors même que le prolétariat américain, comme le prolétariat international, subit de plein fouet, brutalement, dramatiquement et massivement, l'explosion de la crise économique capitaliste au travers d'attaques sans précédent sur ses conditions de vie et de travail. À ce jour, et depuis l'éclatement de la pandémie et de la crise, l'offensive idéologique et politique² de la classe dominante américaine – sous l'impulsion du parti démocrate, de ses fractions les plus à gauche, tels le *Black Lives Matter* et les gauchistes de tout acabit – sur les questions de racisme-antiracisme, identitaires, etc., et plus largement autour de la défense de la démocratie et de l'État, a réussi à masquer les antagonismes de classe, à occuper la rue et le terrain social et ainsi à prévenir toute expression prolétarienne, toute lutte ouvrière significative, contre les effets brutaux et dramatiques de la crise. Pour tous ceux qui ont pu tomber dans le piège, ou l'illusion, de croire que le prolétariat pouvait tirer profit de la campagne et des manifestations antiracistes et identitaires,

en particulier parce qu'elles étaient violentes et radicales, la leçon est rude et le constat impitoyable.

Au moment où nous écrivons, nous ne pouvons pas prévoir dans tous les détails les lendemains immédiats de la défaite trumpienne et les conditions de la période de transition d'ici à janvier, en particulier la possibilité de manifestations de rue violentes, y compris d'affrontements sanglants entre milices armées. Il n'en reste pas moins que la fin du processus électoral lui-même, la victoire des démocrates et de Biden, signe la fin d'une période, d'un épisode particulier, qui s'était ouvert dès l'éclatement de la pandémie de Covid-19 et ses conséquences accélératrices et brutales sur l'éclatement de la crise économique qui était en gestation depuis des mois.

La bourgeoisie sort vainqueur de cette bataille, principalement idéologique et politique, qu'elle remporte contre le prolétariat américain et international. Il suffit de se rappeler qu'il y a un an tout juste, les révoltes sociales explosaient sur tous les continents et beaucoup tendaient à se situer sur le terrain prolétarien, sur le terrain de la défense des conditions de vie et de travail, alors que mûrissait une des plus longues grèves prolétariennes en France, faites de manifestations de rue, parfois violentes, d'assemblées générales, d'opposition aux syndicats, qui allaient durer et paralyser une grande partie du pays durant deux mois. Il y a un an, la dynamique des confrontations de classes était autre et se situait sur le terrain de la classe exploitée et révolutionnaire, ou *classe contre classe*, capitalisme contre prolétariat. Aujourd'hui, la bourgeoisie a réussi à imposer son terrain, celui de la défense de la démocratie derrière l'État et les forces de gauche et où le critère, internationaliste, de *classe* a laissé place à celui, nationaliste, de *peuple*. La victoire électorale de Biden et la participation massive des électeurs ne fait que conclure donc le succès de cette offensive bourgeoise.

Avec la crise, l'usure de la carte Trump

Pour beaucoup, y compris parmi les révolutionnaires marxistes, l'imprévisible Trump élu président fut un accident illustrant la perte de maîtrise politique de la bourgeoisie américaine et de son État, voire même pour certains l'expression d'une crise politique. Il n'en fut rien³. Face à l'impuissance des politiques antérieures, y

² . cf. notre prise de position commune avec le GCCF du 5 juin 2020 : <http://igcl.org/Manifestations-contre-la-violence-616>.

³ . cf. nos articles dans *Révolution ou Guerre* #7, par exemple son éditorial : <http://igcl.org/Les-proletaires-doivent-repondre-a>.

compris celles d'Obama, à enrayer son déclin historique, le capital américain exigeait une réaction cherchant à briser la dynamique ininterrompue d'affaiblissement sur la scène mondiale ; affaiblissement économique et industriel bien sûr ; affaiblissement impérialiste et de son *leadership* et autorité mondiale. Il convenait donc de trouver une personnalité *disruptive* capable d'incarner et d'assumer la rupture nécessaire.

« Si on avait demandé à la plupart des partisans de Trump en 2015 : "Parmi les 300 millions d'Américains, qui aimeriez-vous voir devenir président ?", leur première réponse n'aurait pas été "Donald J. Trump". Mais aucun autre politicien national n'a fait preuve de la conscience profonde **qu'il ne fallait rien de moins qu'une politique de rupture** sur de nombreux fronts, combinée à la **volonté d'entrer dans l'arène** et à la capacité d'**inspirer un soutien de masse** (...). Si le prix à payer est plus de rhétorique grandiloquente et même purement et simplement vulgaire, et moins de respect pour les usages politiques et les sensibilités légitimes de nombreux groupes attaqués, au-delà même que ce que nombreux trumpistes ne souhaiteraient, alors c'est malheureusement le prix à payer étant donné l'échec de la politique américaine à ce jour pour trouver un personnage disruptif plus rassurant » (*The National Interest*, Why Trump Deserves Reelection?, Oct 10, 2020, nous soulignons).

L'auteur de l'article argumentant pour la réélection de Trump n'a pas compris, ou ne veut pas comprendre, que ses arguments, valables en 2016 et sans doute encore début 2020, ne le sont plus aujourd'hui. Jusqu'à février dernier, Trump semblait destiné à être réélu, même si en se bouchant le nez devant la vulgarité trumpienne pour les secteurs de la bourgeoisie plus "raffinée" des côtes Est et Ouest, de New York-Boston et Los Angeles-San Francisco. L'explosion de la pandémie et l'éclatement soudain tout comme l'ampleur même de la crise économique dus à la première, ont rebattu les cartes et modifié les priorités pour la bourgeoisie américaine. Pour faire face à l'urgence et prévenir l'apparition de réactions prolétariennes, voire étouffer les quelques qui surgirent face aux dangers du coronavirus sur les lieux de travail, la *fureur* et le *fracas* trumpiens tout comme sa stupidité infantile – « *ingurgiter un peu d'eau de javel ne suffirait-il pas pour tuer le virus* » ? – ont été joués une dernière fois et jusqu'à leur épuisement. Les provocations incessantes et répétées tant face à la pandémie, refus de porter les masques, soutien aux milices armées pour contrer les confinements, etc., que face aux meurtres de noirs américains par les policiers, son soutien raciste aux *suprémacistes blancs*, son appel à la mobilisation des milices d'extrême-droite et leur occupation armée des édifices publics, enfin son annonce qu'il ne respecterait pas le résultat électoral s'il perdait, ont contribué à polariser et exacerber les tensions et le "débat" politique entre racisme-antiracisme, extrême-

droite et extrême gauche, fascisme et défense de la démocratie jusqu'au "stop counting the ballots" [Stop au dépouillement des bulletins !] contre "Count every vote" [Chaque vote compte !]. Trump le raciste et la gauche antiraciste se retrouvèrent main dans la main, dansant le ballet nauséabond de l'identitarisme, pour imposer une polarisation sur le terrain démocratique bourgeois, celui de la défense de l'État, détournant l'attention des antagonismes de classe. La défaite de Trump le fasciste-raciste et la victoire de Biden l'antiraciste-démocrate signent la victoire idéologique et politique remportée par l'offensive que la classe dominante a lancée contre le prolétariat américain depuis l'assassinat de G. Floyd. Pour la gagner, vu les circonstances, la bourgeoisie devait user l'imprévisible et *disruptive* Trump jusqu'à ce qu'il ne puisse plus servir et doive être jeté.

L'abandon de Trump fut d'autant plus facile que ce qui était nécessaire en 2016, une certaine rupture, y compris dans le choix de personnel politique lié au libéralisme économique et à la soit-disant globalisation et dont le clan Clinton était la personnification, ne l'est plus aujourd'hui, ni au plan de la politique économique comme impérialiste. Trump ne fut donc pas une parenthèse, ni même un accident. Il répondait et correspondait, en partie grâce à sa personnalité, disons *fragile* et plutôt *troublée*, au langage de rupture qui devait accompagner la rupture de fond des politiques économiques et impérialistes du capital américain.

« Il est clair que son héritage économique le plus durable ne réside peut-être pas dans un almanach statistique, mais dans le fait qu'il a réussi à changer le débat autour de l'économie. Bien avant que M. Trump n'apparaisse sur la scène politique, des forces puissantes remodelaient l'économie et suscitaient des inquiétudes profondes quant à la sécurité des emplois à revenus moyens et à la prééminence économique de l'Amérique dans le monde. M. Trump a reconnu, alimenté et canalisé ces courants de manière à ce qu'ils perdurent, qu'il gagne ou perde les élections. (...) Il a brouillé les positions des partis sur des questions clés comme l'immigration et la mondialisation, et a contribué à faire tomber des vérités sacrées sur la dette publique. Il a pris un parti républicain qui prêchait le libre-échange, la réduction des dépenses et de la dette et l'a transformé en un parti qui a choisi les guerres commerciales même avec ses alliés, a enregistré des déficits records en temps de paix et a protégé des programmes sociaux essentiels contre leur réduction ou suppression » (*New York Times*, Trump's Biggest Economic Legacy, Oct. 24, 20).

Biden reprendra à son compte le legs de Trump

Il en va de même des politiques économiques qu'impérialistes. Trump a sanctionné une certaine rupture dont Obama avait annoncé les prémisses mais n'avait su, ou pu, accomplir. Démocrates et républicains sont homogènes sur les principales orientations du capital améri-

cain, autre élément qui dément les croyances en une crise politique de la bourgeoisie américaine. « *L'arrivée d'un gouvernement démocrate ne changerait pas un fait fondamental du système international : sa polarisation croissante due à la montée de la Chine. Il sera urgent de trouver un juste équilibre entre la défense de la relation transatlantique contre les effets du système capitaliste d'État de Pékin et la préservation des avantages des liens commerciaux et d'investissement existants avec la Chine.* » (*The National Interest*, What Happens to America's Transatlantic Relations After the US Elections ?, Oct. 30, 2020). Le probable retour des États-Unis à un certain multilatéralisme abandonné par Trump, retrait de l'OMS et obstruction systématique à l'OMC, leur retour dans les accords de Paris sur le climat, voire dans l'accord sur le nucléaire iranien, etc. , ne sera que d'ordre tactique. En particulier, un langage plus diplomatique et policé vis-à-vis de l'Europe permettrait aux États-Unis de chercher à ne plus se retrouver seuls à affronter la Chine et d'engager l'Europe à leurs côtés.

Les bourgeoisies européennes, de l'UE, ne s'y trompent pas. Les années Trump sont passées par là. « *Même avant l'élection, les fonctionnaires de Bruxelles ne s'attendaient pas non plus à ce que les relations transatlantiques redeviennent ce qu'elles étaient avant la présidence de Donald Trump. Avec le résultat de l'élection, il est maintenant d'autant plus clair que l'UE doit se préparer à l'avenir à défendre ses intérêts de manière indépendante sur la scène mondiale* » (*Der Spiegel*, Reactions in Berlin and Brussels to the US Elections, 6 nov. 2020). Comme d'habitude la bourgeoisie française est plus explicite : « *Il ne faut se faire aucune illusion : les États-Unis ne sont plus un partenaire amical des Européens depuis de nombreuses années. Ils sont en rivalité parfois même en confrontation quand nous sommes frappés par des sanctions américaines (...) Donc que les Américains choisissent Donald Trump ou Joe Biden, cela ne changera rien à ce fait stratégique (...) il est l'heure pour les Européens de prendre enfin leurs responsabilités politiques et économiques aux échanges commerciaux avec l'Europe* » (B. Le Maire, le ministre français de l'Économie sur Radio Classique, 4 nov. 2020).

Biden pour faire passer les sacrifices nécessaires pour la marche à la guerre

Les politiques libérales et monétaristes qui avaient prévalu depuis Thatcher et Reagan appartiennent au passé. Leur fin était annoncée depuis la crise de 2008 et l'incapacité du capitalisme à véritablement dépasser celle-ci – contrairement aux crises financières antérieures. Mais la précipitation de la chute dans la crise provoquée par la pandémie, et les conditions de cet éclatement, la paralysie d'une grande partie de la production capitaliste mondiale, une récession soudaine d'ampleur inédite avant même l'explosion de crise financière, ont contraint l'ensemble des États et des classes domi-

nantes capitalistes à s'abandonner au vice de l'endettement et déficits généralisés et incommensurables et aux délices de l'impression de papier monnaie. Leur remplacement par des politiques plus protectionnistes et de dépenses publiques signifie leur remplacement par des politiques que l'on peut comparer aux politiques de New Deal et de Front Populaire dans les années 1930, celles-là même qui préparèrent les économies à la guerre généralisée. Celles-là même dans lesquels la gauche et le gauchisme radical se reconnaissent et dont ils sont les plus ardent défenseurs. L'objet de ces politiques est, in fine, la guerre.

« *Nous avons besoin d'infrastructures et de systèmes solides. Réseaux électriques, ports, aéroports, routes et chemins de fer. Notre dissuasion et notre défense en dépendent. Par exemple, pour les grandes opérations, environ 90 % du transport militaire repose sur des navires, des chemins de fer et des avions civils. Notre infrastructure numérique est également fondamentale, et pas seulement pour notre capacité à communiquer. Mais aussi pour notre capacité à opérer et à agir ensemble. Pratiquement toutes les données sur Internet sont transmises par un réseau de câbles sous-marins. Imaginez les dommages potentiels à notre sécurité et à notre vie quotidienne si ces câbles étaient coupés. La sécurité des lignes d'approvisionnement est tout aussi fondamentale. Le COVID-19 a mis en évidence notre dépendance dramatique vis-à-vis de fournisseurs éloignés de masques faciaux et d'autres équipements médicaux essentiels. Nous sommes également dépendants d'un petit nombre de fournisseurs de matériaux à base de "terres rares" pour notre infrastructure électronique. Des téléphones aux satellites. Les décisions relatives aux investissements, aux chaînes d'approvisionnement et à la propriété ne sont donc pas seulement des décisions économiques ou financières. Elles sont essentielles à notre sécurité.* » (Keynote speech by NATO Secretary General Jens Stoltenberg at the Global Security 2020 (GLOBSEC) Bratislava Forum).

L'élection de Trump en 2016 avait aussi manifesté et sa personnalité avait matérialisé cette tendance de fond. Sa politique d'*America first* et de relocalisation industriel, aussi faiblement a-t-il pu véritablement l'accomplir, et ses politiques de déficits et de dépenses publiques, en particulier pour les infrastructures du pays, anticipaient ce qui est devenu la règle générale. « *Peu importe qui passera les quatre prochaines années à la Maison Blanche, la politique économique accordera probablement plus d'attention aux emplois et aux industries américaines menacés par la Chine et d'autres concurrents étrangers et moins d'attention aux inquiétudes concernant les déficits causés par les efforts du gouvernement pour stimuler l'économie* » (*New York Times*, op. cit).

Si Trump a opéré le tournant initial, le gouvernement *Black Lives Matter* nt démocrate de Biden va poursuivre cette politique au plan économique bien sûr – Biden le libéral d'hier deviendra le protectionniste d'aujourd'hui.

d'hui. Mais aussi au plan politique, c'est-à-dire face au prolétariat, ce que Trump ne pouvait pas assumer avec un minimum de crédibilité pour... entraîner derrière lui les secteurs, petit-bourgeois, universitaires en particulier, et prolétariens sous l'influence de la gauche ou du gauchisme ; « *to inspire mass support* » pour reprendre les termes de l'article du *National Interest* cité précédemment.

Or la crise qui éclate et exacerbe les antagonismes entre les classes ne joue pas en faveur du *soutien de masse*, même si pour l'instant, dans cette première phase de la crise économique, la bourgeoisie a su étouffer toute réaction de classe. Mais cela ne suffira pas si elle ne réussit pas à ancrer ce soutien et à le rendre plus actif. Prenons l'exemple de l'Obama Care, la couverture de santé pour les plus pauvres. L'opposition, bien que rageuse au sein de la bourgeoisie américaine, entre républicains et démocrates, sur cette question va bien au-delà d'une simple opposition entre partisans d'une santé privée ou publique accessible au plus grand nombre. Elle illustre la nécessité pour les États de gagner un minimum de *soutien* à l'économie de guerre au sein du prolétariat au prétexte de mesures dites sociales et, en même temps, d'une maîtrise plus grande et efficace de la force de travail, du prolétariat, qui doit pouvoir rester a minima en capacité de répondre aux exigences de la production et de l'intensité de l'exploitation que... toute économie préparant la guerre requiert. Historiquement, ce sont les forces de gauche qui préparent le prolétariat à la guerre. Aux États-Unis, historiquement, c'est le parti démocrate de Roosevelt qui répond à la crise, réorganise le capital américain autour de l'État et oriente sa production et qui d'abord calme les réactions du prolétariat, en particulier contre le chômage de masse, puis l'entraîne vers la guerre grâce aux embauches massives pour celle-ci. Que des gens, prolétaires ou non, pauvres et sans couverture sociale puissent avoir accès à des soins, tant mieux, même s'il s'agit et s'agira toujours plus d'un accès, gratuit ou non, à un système de santé détérioré. Mais surtout, l'Obama Care vise avant tout à renforcer le contrôle et la gestion de la population, sur sa santé, et donc sur sa capacité productive qu'elle induit. À l'image des mesures sociales de gauche, importantes, prises dans les années 1930 avec le New Deal ou les Front Populaires, les mesures dites sociales – de type keynésienne, de gauche – que les différentes bourgeoisies vont prendre ne seront que des moments à la fois de mystification anti-ouvrière et de préparation à la guerre.

L'élection de Biden ne signifie donc pas un retour à la normale d'avant Trump, ni un ralentissement de la successions d'événements, américains et internationaux,

de plus en plus tragiques et qui expriment, tout en les aggravant, des contradictions et des antagonismes de plus en plus profonds et sans solution... sauf à combattre le capitalisme et ses États, à les détruire et le dépasser par l'insurrection prolétarienne et l'exercice de sa dictature de classe.

Nous n'en sommes pas là. Les facteurs historiques, la crise et la pandémie qui l'aggrave, tout comme la perspective de la guerre généralisée, jouent "objectivement" en faveur du prolétariat en imposant à la bourgeoisie d'attaquer ses conditions d'existence et son exploitation encore et encore et ainsi de provoquer sa réaction. Subjectivement, par ses luttes et sa conscience, par la faiblesse des premières et par l'isolement de ses minorités politiques, de son *parti en devenir*, pour la seconde, le prolétariat est encore loin de pouvoir répondre aux enjeux. Le succès remporté par la bourgeoisie à ce jour, tout spécialement aux États-Unis, pour occuper tout l'espace social, politique et idéologique avec les questions identitaires et la mystification démocratique, est réel. Mais il s'agit là d'une simple bataille, l'une des premières de la période de confrontation massive entre les classes qui s'est ouverte et dont l'issue déterminera en grande partie la résolution de l'alternative historique révolution ou guerre. Même si porteuses de divisions et d'affrontements sanglants, les politiques et campagnes démocratiques et identitaires ne pourront longtemps masquer et faire oublier la réalité et la profondeur de la crise sur le prolétariat.

Il est fort probable que, **pour le présent immédiat**, la réponse du prolétariat ne puisse parvenir des États-Unis vu le succès remporté par la bourgeoisie et les limites historique de l'expérience prolétarienne sur le continent nord-américain. La réponse se trouve ailleurs. Sans doute en Europe occidentale où, malgré les attentats terroristes et les campagnes démocratiques et d'union nationale qui les accompagnent, le prolétariat souffre moins des mystifications antiracistes – ce qui n'enlève rien à la réalité et au danger du racisme sur le vieux continent – et, surtout, a l'expérience de la guerre impérialiste généralisée encore fortement présente dans les générations actuelles et l'expérience de la grève de masse.

Reprenons le fil des luttes ouvrières tel qu'elles se développaient l'an dernier, dont la tonalité était donnée par les grèves en France de décembre 2019-janvier 2020, tout en les portant plus hautes afin de répondre à la crise et à la répression étatique de type totalitaire mise en place sous prétexte de pandémie et des attentats. Voilà le chemin à prendre.

Le GIGC, 7 novembre 2020

Nous publions ci-après une prise de position des camarades du Gulf Coast Communist Fraction sur l'action des syndicats contre les réactions prolétariennes des enseignants aux États-Unis face aux risques sanitaires provoqués par la pandémie de Covid-19. Nous la faisons suivre de notre dénonciation de la théorie dite de « l'intersectionnalité » à la base des idéologies bourgeoise et petite-bourgeoise identitaire et raciale. Il est des passages ou expressions de l'article des camarades qui mériteraient d'être précisés et discutés. Mais l'essentiel et l'intérêt de cette prise de position sont ailleurs. Outre l'exposition des manœuvres classiques des syndicats pour prévenir et saboter toute initiative de lutte prolétarienne – en particulier en jouant du cadre légal régissant les grèves officielles, l'usage du préavis de grève –, le texte vient illustrer comment les syndicats, y compris les syndicats gauchistes et dits « de base », et la gauche du parti démocrate aux différents groupes gauchistes, utilisent concrètement, dans la réalité immédiate de la lutte des classes, l'identitarisme et le racisme directement contre la lutte et l'unité prolétarienne. On comprend mieux alors l'ampleur exact du succès remporté par l'offensive bourgeoise idéologique et politique lancée à partir de l'assassinat de G. Floyd et des manifestations de rue qui l'ont suivi et qui s'est conclue sur une participation électorale massive, sans précédent, et l'élection de Biden. On comprend mieux alors l'importance de la clarté et de la rigueur politiques tout comme la nécessité du combat que les révolutionnaires doivent mener contre ces théories gauchistes aussi bien dans leur presse que dans leurs interventions concrètes.

Leçons de la lutte des enseignants aux États-Unis : le racisme de gauche comme arme du sabotage syndical (GCCF)

Début août, la revue *Jacobin Magazine* a publié un article de Ben Beckett, délégué syndical et membre du parti de gauche DSA (Democratic Socialists of America), qui illustre parfaitement comment les illusions colportées par le DSA/*Jacobin* contribuent à maintenir les travailleurs dans un état de défaite⁴. Comme l'indiquait l'article : « le syndicat des enseignants de Chicago (CTU) a prévu d'organiser un vote sur un préavis de grève pour empêcher les étudiants de retourner à l'école en plein milieu de la pandémie Covid-19. Quelques heures plus tard, la mairie a annulé un plan visant à faire revenir les étudiants dans les écoles deux jours par semaine et a annoncé que les cours d'automne seraient complètement tenus à distance. (...) Littéralement, la vie d'un grand nombre d'enfants, d'enseignants, de personnel scolaire et de parents a été sauvée grâce à la menace de grève des enseignants ». De fait, ces falsifications grossières sur une prétendue victoire des enseignants révèlent la propagande du DSA en faveur du Parti démocrate qui est soutenu par les syndicats. Les écoles ouvraient leurs portes partout aux États-Unis dans un contexte de pandémie qui n'avait pas encore montré de signes d'affaiblissement et les syndicats réussirent à empêcher une grève, donc toute possibilité de généralisation de la lutte ; pendant ce temps, la soi-disant principale voix de la politique socialiste en Amérique encourageait cet étranglement de la lutte.

On peut dire que la menace d'une grève des enseignants a poussé les syndicats et les administrations locales à annuler de manière préventive la réouverture des écoles dans les villes où les rapports profondément imbriqués entre le parti démocrate et les syndicats sont hégémoniques, comme Philadelphie, Los Angeles et Chicago ; d'autre part, les écoles étaient en train de rouvrir largement en dehors

de ces villes, ce qui signifiait qu'une grève était toujours nécessaire et que les syndicats n'ont fait qu'éteindre le début d'une telle action. Une grève déclenchée par ces enseignants, que les écoles de ces quelques grandes villes soient restées fermées ou non, aurait été un moyen pour l'étendre à d'autres régions et exiger de toutes les écoles du pays qu'elles ne rouvrent pas ou du moins qu'elles prennent des mesures de sécurité drastiques, telle que la réduction significative du nombre d'élèves par classe, jusqu'à ce que la pandémie se soit considérablement affaiblie (même lorsque l'enseignement à distance est en place, nous ne pouvons accepter rien de moins qu'une réduction de la taille des classes). La manœuvre mise en lumière par l'article du *Jacobin* est une stratégie d'endiguement réussie pour maintenir les énergies de la classe isolées localement en opposition à leur généralisation. Au mieux, ce que l'on peut en déduire est que le prolétariat est loin d'être un facteur purement passif dans la dynamique de cette situation, mais l'article du *Jacobin* sert en fin de compte le capital en occultant les véritables leçons à tirer.

Le confinement des luttes ouvrières dans le cadre d'intérêts locaux/régionaux, ou sectoriels particuliers et séparés, est le piège mortel caractéristique imposé par les syndicats, et symptomatique de leur intégration définitive au capital après les deux guerres mondiales. Le capitalisme est un système totalisateur qui peut facilement compartimenter ses pertes dans une de ses parties. Par conséquent la classe ouvrière ne peut défier le capitalisme que comme classe unifiée, et non comme un amalgame de sections particulières divisées selon la région/localité ou le secteur économique/secteur d'activité. En levant leurs menaces simulées de grève des enseignants dans les grandes villes métropolitaines comme Philadelphie et Chicago dès la première concession accordée par les mairies, les syndicats ont tenté de dresser une barrière entre les enseignants des

4 . <https://www.jacobinmag.com/2020/08/chicago-teachers-strike-covid-19>

centres urbains les plus peuplés et les enseignants des autres régions du pays où les écoles étaient encore en cours de réouverture. Ce faisant, ils empêchaient l'unification et la centralisation nécessaires pour faire avancer la lutte des enseignants, pour assurer la sécurité des écoles et poursuivre les cours par le biais de l'éducation en ligne, ce qui, en fin de compte, imposait la séparation des enseignants du reste de la classe. Contre le cadre syndical, les enseignants des centres urbains très peuplés de Los Angeles, Philadelphie et Chicago se mettant en grève pour exiger la fermeture des écoles ou des mesures de sécurité radicales dans tout le pays, et pas seulement dans leurs propres villes, pourraient déclencher une vague de lutte et renforcer la capacité révolutionnaire de la classe ouvrière à répondre aux besoins universels et menacer davantage l'ordre capitaliste ; il est logique que certains secteurs locaux de la bourgeoisie, utilisant les syndicats, aient été prêts à retarder les réouvertures d'écoles sous leur autorité si cela signifiait écraser de manière préventive une vague de grèves dans les villes les plus peuplées des États-Unis, et l'empêcher de s'étendre et de s'unifier avec d'autres mobilisations dans tout le pays. La tâche ne consiste pas seulement à unifier les enseignants au-delà des frontières régionales, elle n'est qu'une composante nécessaire de la tâche première qui consiste à unir les travailleurs de tous les secteurs, par une extension géographique et une intensification illimitée de la grève. Au lieu de militer pour le développement de la lutte des classes par l'amorce, l'extension et l'intensification de la grève de masse, les *Democrat Socialists of America* ont travaillé avec les syndicats et les groupes de militants racialisés pour organiser une journée de protestation impuissante le 3 août.⁵

Bien qu'une manifestation de rue d'ouvriers soulevant des revendications de classe puisse être le terrain de classe et des frontières politiques du prolétariat, la mobilisation et ses slogans faisant avancer la dynamique de la lutte est la condition suffisante pour la considérer comme un terrain politique favorable au prolétariat, sinon c'est un terrain antagoniste à la classe ; et la manifestation organisée conjointement par le DSA et les syndicats ne remplissait pas la condition suffisante qui vient d'être définie, car la mobilisation des enseignants sur ce terrain était préjudiciable à la dynamique de la situation concrète d'alors. Les syndicats et leurs flagorneurs capitalistes de gauche au sein du DSA ont mobilisé les enseignants dans une manifestation de rue, tout en appelant à un vote sur le préavis de grève afin de reporter et de retarder le déclenchement d'une grève jusqu'à ce que l'agitation s'éteigne. Ainsi, Eric Blanc, escroc du DSA qui a profité

de la défaite de la dernière vague de grèves d'enseignants en publiant un livre sur ses prétendues victoires, a décrit comment l'annonce de « grèves de sécurité » [des grèves « sanitaires »] par l'*American Federation of Teachers* (le plus important syndicat d'enseignants) pour « remonter le moral », fut en fait une manœuvre visant à contenir et démoraliser les travailleurs⁶. Le groupe Émancipation expose à juste titre cette stratégie de « grèves de sécurité » comme quelque chose « que le syndicat autoriserait - et donc légaliserait - en dernier recours après les avoir étudiées au cas par cas. En d'autres termes, ils pourraient autoriser des grèves spontanées dont le nombre de cas atteindrait des niveaux insupportables. L'objectif serait d'empêcher un exode massif en obligeant les travailleurs à travailler dans des écoles où le nombre de cas serait plus facile à gérer ».⁷ Le syndicat n'accepte donc que certaines grèves sporadiques et isolées lorsqu'elles sont absolument nécessaires dans les circonstances les plus graves, plutôt que de soutenir la nécessité évidente d'une grève de masse dans tout le pays, hier et aujourd'hui.

Étant donné que ces organes capitalistes de gauche n'ont aucun engagement sérieux envers les slogans « d'écoles sûres » et de « pas de réouverture » auxquels ils prétendent s'identifier, que reste-t-il de leur contenu politique positif, ou s'agit-il seulement d'un sabotage ? L'examen de certains des éléments participant à la campagne louée par l'organe *de facto* de propagande du DSA révèle quel programme positif est proposé par ces manifestations et le lobbying « de la base » de l'appareil syndical. Par exemple, la plateforme du *Caucus of Working Educators*, basée à Philadelphie, présente une catégorie particulière de revendications parmi les revendications génériques du lieu de travail pour lequel le Caucus semble ne pas prendre d'engagement réel compte tenu de son rôle dans ces manœuvres, qui contiennent un contenu racial-identitaire :

- « des programmes d'encadrement rémunérés pour les anciens professeurs de couleur afin de soutenir les nouveaux enseignants ;

- des parcours d'accès pour encourager les lycéens et les étudiants de couleur à entrer dans l'éducation ;

- publication annuelle d'informations démographiques sur les employés par district, afin de montrer la croissance vers cet objectif ».⁸

Il ne s'agit pas de revendications qui répondent à des besoins humains universels, mais d'un favoritisme racial redistributif qui ségrège la classe en identités particulières, niant ainsi son caractère essentiel en tant

5 . <https://truthout.org/articles/teachers-and-students-mobilize-in-more-than-35-cities-to-demand-safe-schools/>

6 . *ibid*

7 . <https://en.communia.blog/unions-and-the-reopening-of-schools/>

8 . <https://www.workingeducators.org/platform>

que sujet politique universel. Un programme visant à payer un salaire extra à certains enseignants basé sur des divisions racialisées a pour but d'accentuer les effets d'exclusion des catégories raciales construites et imposées par le capital.

Un autre exemple du type de politique racialisée présent dans cette campagne est fournie par l'une des organisations qui composent la coalition de militants derrière les manifestations du 3 août : *Journey for Justice* [En route pour la justice (!)].⁹ Elle se déclare une organisation communautaire de base qui se consacre à la lutte contre la privatisation des écoles et pour la justice raciale/sociale dans le système éducatif. Sa plateforme contient également quelques revendications racialisées révélatrices, telle que « *la proposition de mandats fédéraux et locaux d'égalité d'emploi qui pénalisent les districts qui refusent de s'attaquer à l'inégalité raciale dans l'offre de cours, la mise en œuvre de politiques de discipline et d'accès aux opportunités.* »¹⁰ La formulation de cette proposition est suffisamment vague pour que ce qui constitue une « iniquité raciale dans l'offre de cours » puisse accuser des cours jugés ne pas prendre en compte la soi-disant expérience culturelle des étudiants des minorités ethniques et appelant ainsi à des modifications du programme d'études par des experts techniques petits-bourgeois formés par des programmes d'études supérieures en études ethniques, comme ce que le Parti démocrate et son appareil militant associé à Black Lives Matter a en fait essayé de faire en insérant le *Projet 1619* du *New York Times*¹¹, et d'autres propagandes racialisées, dans certains programmes d'études des écoles publiques¹².

Il ne s'agit pas de défendre le caractère sacré du programme actuel, qui existe pour endoctriner les enfants dans l'idéologie bourgeoise, mais de révéler la mobilisation des travailleurs par les syndicats comme masse de manœuvre pour une nouvelle stratégie idéologique mise en avant par la bourgeoisie. Même en mettant de côté le sens et la signification de ces slogans, et en mettant de côté les problèmes liés à la formulation racialisée, l'application de cette « évaluation de l'équité nationale » nécessiterait une prolifération de nouveaux postes salariés dans la bureaucratie de l'État, qui seraient occupés par des professionnels petits-bourgeois. De plus, ces

fonctionnaires seraient chargés de « pénaliser » les districts scolaires qui ne se soumettraient pas à leur mandat (c'est ironiquement la formulation la plus concrète dans la partie de la plateforme citée plus haut). Et quelle serait la pénalité, si ce n'est la suppression du financement des écoles, et qui pourrait être plus touché par cela que les enseignants eux-mêmes ? Par conséquent, une organisation dont l'objectif nominal est de s'opposer au définancement et à la privatisation des écoles, et qui place ainsi les travailleurs sur le faux terrain de la dichotomie entre propriété publique et privée, défend une politique qui en fait exercerait des attaques associées aux politiques de privatisation contre les travailleurs de l'éducation. Mais ce serait sous un vernis "antiraciste". C'est une preuve supplémentaire que la protection des intérêts des travailleurs n'est pas une question de nationalisation contre privatisation. Tomber sur ce terrain ne mène qu'à la défaite. En plus de tout cela, *Journey for Justice* prône une idéologie ségrégationniste pure et simple lorsque son programme déclare que « *nous savons que les étudiants réussissent mieux dans l'ensemble lorsqu'ils reçoivent un enseignement de quelqu'un de leur propre groupe racial* » pour justifier une autre proposition de programme qui transférerait matériellement des revenus à la petite-bourgeoisie d'État et diviserait les enseignants selon des critères raciaux.¹³ Curieusement, cette section de la plate-forme condamne la privatisation des écoles parce que leur prolifération est en corrélation avec un déclin des enseignants noirs, comme si la privatisation des écoles était acceptable si elle produisait une « égalité raciale » dans l'emploi. Ce que l'on observe ici n'est pas une lutte qui a abouti à une victoire partielle des travailleurs, mais une mobilisation qui a contribué à la nouvelle campagne idéologique raciale-identitaire de la faction bourgeoise représentée par le Parti démocrate.

Et comme si cela ne suffisait pas, un autre membre de la coalition qui organisa la journée de protestation a un caractère politique manifestement réactionnaire : *Center for Popular Democracy*. Le *Centre pour la démocratie populaire* est une composante de la machine politique du Parti démocrate, une recombinaison des anciennes branches du défunt (depuis 2009) Acorn, qui avait lui-même la même fonction que son successeur. Ce groupe de défense reçoit un financement direct de la Fondation Ford et de *Democracy Alliance*, cette dernière comptant parmi ses membres les milliardaires Georg Soros et Tom Steyer.¹⁴ Il est difficile de comprendre comment des groupes de dotation bourgeois pourraient se situer du même côté que la classe ouvrière, mais il a déjà été démontré quels intérêts politiques sont réellement

9 . <https://www.demandsafeschools.org/about/>

10 . <https://j4jalliance.com/project-details-5/>

11 . « *The 1619 Project* (Le *Projet 1619*) est un projet du *New York Times Magazine* en 2019 dans le but de réviser l'héritage de l'esclavage aux États-Unis » (wikipedia, https://fr.wikipedia.org/wiki/The_1619_Project) [Note de la rédaction].

12 . <https://www.pbs.org/newshour/education/how-some-educators-are-teaching-antiracism-to-the-youngest-students-and> <https://pulitzercenter.org/lesson-plan-grouping/1619-project-curriculum>

13 . <https://j4jalliance.com/project-details-6/>

14 . <https://www.politico.com/story/2014/06/inside-the-vast-liberal-conspiracy-108171>

servis.

Alors que la gauche se félicitait de la victoire ridicule du « presque, mais pas vraiment faire la grève », les enseignants ont continué à être au premier rang de la lutte contre les sacrifices pour le capital. Le 15 août, les enseignants de l'Arizona ont procédé à un « sick-out » [un arrêt de travail pour cause de maladie¹⁵] pour obliger les écoles à annuler les cours et à poursuivre l'année avec l'enseignement à distance.¹⁶ Cette action n'a pas été appelée par le syndicat, mais par les enseignants eux-mêmes, malgré une tentative du syndicat de s'en attribuer le mérite après coup lors des négociations¹⁷ alors qu'il resta silencieux pendant toute la durée de l'arrêt de travail.¹⁸ Il y a même eu quelques expressions appelant à une « maladie nationale » de la part des enseignants.¹⁹ Il n'a pas fallu longtemps pour que les syndicats réagissent par leur stratégie de « grève de la sécurité », comme on peut le voir dans ce qui s'est passé à Andover, dans le Massachusetts, le 31 août. La publication intitulée *Labor Notes* présente une journée de sit-in organisée par le syndicat des enseignants comme un exemple de la façon dont les travailleurs montrent leurs muscles en tant que classe, journée qui se termina par un « vote de défiance » (geste de condamnation impuissant) du syndicat contre le directeur local et un défilé dans les bâtiments de l'école.²⁰ Ce qui est commodément omis par *Labor Notes*, c'est que le syndicat n'a pas seulement voté pour condamner le directeur, mais a également voté pour le retour au travail dans les bâtiments scolaires ! Après une journée de travail à l'extérieur du bâtiment, le syndicat a officiellement décidé que « *les éducateurs entrèrent à contrecœur dans les bâtiments scolaires le mardi sous la contrainte et espèrent que le comité scolaire commencera à négocier de bonne foi avec nous des critères raisonnables de santé et de sécurité* ». ²¹ Les travailleurs en lutte ne devraient jamais se bercer d'illusions sur la

« bonne foi » de la bourgeoisie, et les syndicats renforcent cette illusion ! Ce qui s'est passé à Andover, dans le Massachusetts, c'est que le syndicat avait voté pour autoriser une action d'une journée, planifiée à l'avance, quelques jours avant le sit-out, au milieu des inquiétudes croissantes des enseignants et des frustrations liées aux plans de réouverture en cours de négociation.²² Cette action ne pouvait se terminer autrement que comme elle s'est terminée : le sabotage des revendications, la démoralisation des enseignants et un retour aux cours en présentiel sans véritables mesures sanitaires. Le syndicat manœuvra pour s'assurer que les travailleurs n'agissent pas tant qu'il n'eut pas posé le préavis et une fois qu'il l'eut fait, il travailla à la capitulation et au sabotage ; et « retira » le préavis. Il en fut de même à Andover, où le syndicat autorisa un sit-out d'une journée pour gagner en légitimité auprès des enseignants, puis vota pour ré-entrer en manifestant dans les écoles, mettant ainsi un frein au chemin menant à la victoire des revendications. Contrairement à l'action des enseignants du district de J.O. Combs en Arizona²³, les représentants du syndicat d'Andover se sont précipités pour parler au nom des enseignants qui étaient manifestement trop occupés à travailler à l'extérieur [lors du sit-out, ndt] pour parler en leur nom propre.²⁴ **La leçon pratique à tirer de tout cela est d'imposer des grèves de solidarité contre le cadre syndical de la "grève de sécurité", ou plutôt d'opposer la grève de masse à la "grève de sécurité" ; c'est-à-dire d'intervenir et de faire campagne pour une extension illimitée de la grève, non seulement sur la base des travailleurs d'un même secteur s'unissant à partir de régions différentes, mais aussi sur la base de tous les travailleurs, quel que soit le secteur, dans une zone géographique. Contre les grèves de sécurité, pour des grèves de solidarité !**

Quelques mois se sont écoulés depuis ces événements, et malgré les espoirs d'un prochain vaccin, le virus fait toujours rage. Les États-Unis ont élu un nouveau président, mais cela n'inversera pas la tendance à la réouverture prématurée des écoles, pour reprendre l'expression d'Émancipation : « *Pour les syndicats, liés au parti démocrate, le principal problème du plan de Trump n'aurait rien à voir avec le fait qu'il met nos vies en danger.*

15 . Cela permet d'éviter la répression et les conséquences d'une grève sans préavis, d'une grève illégale [note de la rédaction]

16 . <https://www.nytimes.com/2020/08/15/world/coronavirus-covid-19.html#link-190065df>

17 . https://www.thecentersquare.com/arizona/arizona-teachers-union-guiding-sick-out-in-district-per-leaked-video/article_6d39f936-e0de-11ea-a220-d3b8c1a9c6d8.html

18 . Les lois sur le droit au travail et la grève sont souvent citées comme excuse pour expliquer pourquoi le syndicat semble absent, voire hostile, à toute action. Cependant, il s'agit d'une excuse inacceptable qui n'est utilisée que de manière sélective et par commodité. Comme on l'a vu dans le Massachusetts, le syndicat n'a pas hésité à faire connaître sa présence en soutenant une action considérée comme une "grève illégale", tant qu'elle était entièrement sous le contrôle du syndicat.

19 . <https://www.theguardian.com/us-news/2020/aug/15/us-schools-reopening-teachers-sickout-arizona>

20 . <https://www.labornotes.org/blogs/2020/09/ready-work-not-indoors-educators-bring-lawn-chairs>

21 . <https://patch.com/massachusetts/andover/andover-teachers-union-votes-enter-school-buildings>

22 . <https://whdh.com/news/andover-teachers-refuse-to-enter-school-buildings-following-union-vote-to-begin-the-year-remotely/>

23 . <https://www.abc15.com/news/getting-back-to-school/teachers-staff-stage-sick-out-in-j-o-combs-school-district-forcing-monday-classes-to-be-canceled>

24 . <https://www.boston25news.com/news/health/andover-educators-stage-safety-sit-out/IGP2RJVTBCC5GIK775NPC3YPA/>

Pas du tout. Tout le problème serait qu'il n'est pas bien planifié et que ce n'est pas un vrai plan. Ils signalent qu'il y a un danger que les travailleurs se méfient de ce plan et refusent de l'exécuter. En d'autres termes, cela pourrait provoquer une trop grande instabilité sociale... Par conséquent, le but des syndicats est d'améliorer le plan de réouverture avec des mesures complémentaires pour rétablir la confiance ... et maintenir l'objectif final de réouverture des écoles quoi qu'il arrive ». La réouverture des écoles de Chicago est prévue en janvier (note ^(a) fin de texte), alors que les écoles de Los Angeles ont été rouvertes depuis longtemps, depuis la publication initiale de l'article du *Jacobin* cité au début de cet article. Sans surprise, la situation de la pandémie est devenue trop grave pour être ignorée, ce qui a poussé l'État de Californie à recourir aux mesures autoritaires typiques qui évitent d'aborder la véritable question du danger des lieux de travail. Pendant ce temps, à New York, bien que les enseignants aient déclaré qu'ils n'étaient pas disposés à attendre un vote sur le préavis syndical pour faire grève^(b), la politique chaotique de la ville oscillant entre ouvertures et fermetures d'écoles a affaibli la capacité d'action des enseignants. Jusqu'à présent, ils n'ont mené que quelques actions isolées^(c). L'alternance confuse de réouverture et fermeture des écoles a effectivement opposé les parents et les élèves aux enseignants, érodant la capacité de ces derniers à prendre la tête de cette lutte.^(d) Il n'est pas surprenant que le propagandiste racialisé à l'origine du projet 1619 ait saisi la première occasion pour condamner la fermeture des écoles et prétendre que les risques sont faibles ; une preuve supplémentaire de l'alignement en faveur de l'ouverture des écoles et la campagne idéologique raciale bourgeoise.^(e) En outre, le syndicat des enseignants de Chicago (CTU) a publié un tweet, rapidement supprimé par la suite, déclarant que

« l'incitation à la réouverture des écoles est enracinée dans le racisme et le sexisme ». ^(f) Cette déclaration signifie que les réouvertures d'écoles sont injustifiées parce qu'elles sont « enracinées dans le racisme et le sexisme », et que les écoles peuvent donc être rouvertes si le plan de réouverture n'est pas « raciste » ou « sexiste ». En fait, les écoles devraient rouvrir en fonction du développement de la campagne idéologique raciale bourgeoise, et non pas en fonction des besoins des travailleurs. Si le vaccin s'avère efficace, la question posée sera alors de savoir en fonction de quels besoins les écoles seront rouvertes. Selon les besoins du capital, ou selon les besoins humains universels (qui ne peuvent être satisfaits que par le terrain spécifique du prolétariat) ? La réponse à cette question ne peut être apportée que par la lutte des classes active.

Antonio Lakhan (Gulf Coast Communist Fraction),
December 2020

^{a.} <https://abc7chicago.com/chicago-public-schools-cps-return-to-school-reopening-plan/8048985/>

^{b.} <https://newyork.cbslocal.com/2020/09/16/nyc-public-schools-first-day-of-remote-learning/>

^{c.} <https://nypost.com/2020/09/11/teachers-work-outdoors-at-nyc-after-colleague-gets-covid-19/>

^{d.} <https://abc7ny.com/nyc-schools-closing-coronavirus-reopening-covid/8089049/#:~:text=Outraged%20parents%2C%20lawmakers%20lash%20out%20over%20New%20York%20City%20school%20closure&text=New%20York%20City%20schools%20are,rollback%20of%20the%20city's%20reopening.&text=Parents%20angry%20with%20Mayor%20Bill,outside%20City%20Hall%20on%20Thursday.>

^{e.} <https://twitter.com/nhannahjones/status/1329149143068127235?s=28> and <https://twitter.com/nhannahjones/status/1329145528379207694?s=28>

^{f.} <https://patch.com/illinois/chicago/amp/29128089/ctu-loses-credibility-blaming-push-for-reopening-school-on-racism>

L'intersectionnalité : une production idéologique de la pensée dominante

Le concept d'intersectionnalité fait originellement référence au *Black feminism*²⁵ dont le terme fut forgé à la fin des années 1980 par la juriste américaine Kimberlé Crenshaw. L'argumentaire qui va suivre s'adresse directement au prolétariat et à ses forces organisationnelles de la Gauche communiste. Une critique marxiste de cette idéologie s'impose dans la période où l'on voit s'intensifier notamment aux États-Unis, nous y reviendrons, une catégorisation essentialiste des luttes dont la réalité stratégique repose sur les *identity politics*. Notons que cette idéologie de l'intersectionnalité est une production de ces *identity*

politics, la dimension anti-prolétarienne de cette production se traduit par une exacerbation des catégories essentialistes telles que la lutte antiraciste ou antifasciste comme un tout. Ainsi s'amorce la disqualification de la classe, en l'espèce du prolétariat, comme acteur de la lutte émancipatrice ; nous ne sommes pas là dans une simple manœuvre de substitution des intérêts de la classe mais dans une négation pure et simple de la lutte des classes comme moteur de l'histoire. Cette approche empirique reposant sur l'identitarisme représente en même temps qu'un réel danger quant à la compréhension dialectique du mouvement historique en général, un révélateur de ce que les pratiques gauchistes sont susceptibles de produire en termes de stratégie sur le

25 . fr.m.wikipedia.org Black feminism, mouvement féministe afro-américain.

terrain de la lutte des classes. Il s'agit d'identifier un rapport de domination spécifique consécutif à une condition ou un état culturel, religieux, racial, sexuel en ciblant l'interaction des différents modes de domination. Il s'agit donc d'identifier un état ou une condition particulière, comme fonction d'un identitarisme universalisable.

La centralité de cet article soulève la question de l'usage d'une notion dont le but est d'authentifier une multitude de sous-catégories réifiées. Ces sous-catégories sont critères d'une hiérarchisation dont l'effectivité tient des taxinomies dominantes. Nous n'avons pas à céder ou faire une quelconque concession d'ordre académique à l'intellectualisme des agents de la domination se livrant à une étude spéculative de la notion d'intersectionnalité, nous devons en dénoncer la portée, l'incidence sur le terrain des multiples combats menés par le prolétariat.

Précédemment dans notre revue *Révolution ou Guerre* n° 16²⁶, nous avons dénoncé la fausse polarisation racisme/antiracisme dans un article intitulé « *Manifestations et campagne électorale en Amérique : La fausse opposition racisme-antiracisme et la menace qu'elle représente pour le prolétariat international* ». Cet article s'inscrit dans une critique marxiste de la situation aux États-Unis, situation qui, pour le moins explosive suite à l'assassinat de Georges Floyd, a entraîné une vague de manifestations et des scènes de guérilla urbaine lourdement et sauvagement réprimées par la police. Ces manifestations et la violence qu'elle véhicule interpellent, ce n'est pas non plus un hasard si ces faits se produisent principalement aux États-Unis dans une période où le fossé entre exploités et exploités est de plus en plus important. La pandémie de Covid 19 si elle favorise l'accélération de la crise systémique mondiale du capitalisme n'est pas, comme on veut nous le faire entendre la cause réelle de la crise économique et financière mondiale, cette crise systémique est celle du procès d'accumulation et des contradictions entre surproduction et distribution de plus en plus inextricables. Si nous devons prêter une attention particulière aux événements quasi quotidiens qui émaillent la vie américaine, c'est justement parce que la situation économique de la première puissance mondiale se trouve dans un contexte de délabrement tel que seule une stratégie de préparation à la guerre généralisée, on le voit notamment dans les diverses stratégies de développement des conflits impérialistes en cours, peut au moins momentanément retarder le processus révolutionnaire et la victoire du prolétariat mondial. Ainsi, les États-Unis doivent être considérés comme le lieu d'une première bataille de l'affrontement de classes et de son développement au niveau mondial. La réponse se

trouve sans doute en Europe occidentale où, malgré les attentats terroristes et les campagnes démocratiques et d'union nationale qui les accompagnent, le prolétariat souffre moins des mystifications antiracistes – ce qui n'enlève rien à la réalité et au danger du racisme sur le vieux continent – et, surtout, a l'expérience de la guerre impérialiste généralisée encore fortement présente dans les générations actuelles ainsi que l'expérience de la grève de masse. Mais qui dit cela finalement n'inspire en rien le fait que ce développement ait lieu sous condition d'un prolétariat conscient de ses intérêts, que la lutte de la classe dans son effectivité nous indique que le processus révolutionnaire est enclenché, loin de là. Les événements que nous avons pu suivre indiquent que le mouvement dans la période en cours est d'une tout autre nature. C'est précisément là qu'interviennent les *identity politics* dont l'intersectionnalité théorise le mouvement comme étant le résultat des contingences raciales, qui nous le savons aux États-Unis, revêtent une signification particulière, conséquence de l'histoire objective de la construction d'un ensemble d'États qui s'est fait en grande partie sur l'esclavage de la population noire.

Ce qui est en partie développé ci-dessous a pour tâche de démontrer, et en particulier aux États-Unis, en quoi et comment cette notion ne sert que les sphères de la domination, en quoi par la catégorisation elle réifie en une multitude de sous-catégories en les re-naturalisant l'ensemble des spécificités, des particularismes à seule fin de détourner la lutte de la classe, le prolétariat de son véritable but, la prise du pouvoir et l'instauration de sa dictature. Ces sous-catégories réifiées incluent la classe dans l'ensemble des *politics identity*, elles essentialisent la classe, elles la séparent de son historicité, elles la nient et s'y opposent. Le mouvement *Black Lives Matter* est une illustration de cette catégorisation, des sous-catégorisations réifiées de ce qu'on appelle les taxinomies dominantes. Si la notion d'intersectionnalité peut s'avérer complexe, volontairement complexifiée par les divers agents de la domination, son approche et sa vérification sur le terrain de la réalité n'en sont pas moins transparentes. Nous avons dit qu'en tout état de cause, c'est par l'essentialisation et la re-naturalisation en une multitude de catégories réifiées, qu'elles soient raciales, culturelles ou sexuelles, que la lutte de classes en tant que moteur de l'histoire est frappée de caducité. Ainsi comprenons que par exemple, l'ouvrière noire est racialement catégorisée, elle est essentiellement cela qui la caractérise, cette essentialité d'être noire ; elle est noire avant d'être ouvrière, ce statut social d'ouvrière n'étant qu'une caractéristique sociale parmi tant d'autres ne constitue pas son essentialité qui, elle (le fait d'être noire), est déterminante quant à sa place réelle dans la société. Elle subit des pressions de domination qui la déterminent dans une altérité particulière.

26 . <http://igcl.org/Manifestation-et-campagne-618>

L'ouvrière blanche, sous condition de sa race (dominante) est elle-même soumise à la domination (elle est cependant considérée comme privilégiée selon certains tenants de l'intersectionnalité), au même titre que l'ouvrière noire, elle est dominée par un patron en termes de proximité, mais cette domination sous l'angle aveugle de l'idéologie de l'intersectionnalité est d'une tout autre nature et, cette autre nature, relève aussi d'une altérité qui correspond à une catégorie particulière, une sous-catégorie réifiée. On comprend bien que la vraie condition en l'occurrence celle d'être ouvrières conduit à penser la lutte de classe comme moteur de l'histoire dès lors que la classe est déterminée par le rapport d'exploitation et que cette détermination s'inscrit dans un rapport de force. La condition d'ouvrière exploitée est sous les lunettes de l'intersectionnalité extraite de sa contingence socio-économique de femme exploitée par un système de production, elle est expulsée de la classe en tant qu'actrice de celle-ci. Au-delà et conséquemment, c'est la classe elle-même qui est dé-substantialisée de la conscience qu'elle a d'elle-même, c'est le fait social qui est lui-même dé-substantialisé. Ce n'est rien d'autre qu'une opération d'atomisation du prolétariat confronté au particularisme le séparant de son devenir historique en tant que classe révolutionnaire. Cette atomisation ne relève cependant pas d'une simple entropie mais concède à l'individuation la possibilité de sa propre subjectivité, ainsi le rapport de domination ne reflète plus un rapport social à proprement parler mais se présente comme « un marché libre des identités » où seul le principe d'identité au groupe (races, homosexuels, femmes, etc.) est reconnu et se reconnaît en tant que tel.

Le fait d'être noir, femme, homosexuel, autochtones et pourquoi pas amish est devenu identitairement et symboliquement le terrain sur lequel surfe la plupart des acteurs de révoltes sporadiques, souvent violentes et dûment réprimées par l'appareil d'État bourgeois alors que dans le même temps, décideurs, syndicats et parlementaires s'en font les porte-parole dans les termes de la lutte contre les inégalités, de la défense des femmes face aux discriminations sur leur lieu de travail, légifèrent sur la problématique du racisme et des ravages qu'ils provoquent au sein des sociétés.

Une conclusion hâtive face à un tel développement consisterait à dire que finalement c'est par la négation des particularités et des différences sociales au sein de la classe, que le prolétariat s'homogénéise, mais en réalité c'est le contraire, c'est par l'organisation du prolétariat et avec le parti qui en est la direction politique que ces contradictions ou particularités se dépassent dialectiquement par la conscience de la conscience dans la classe pour son devenir historique et universel en tant que classe émancipatrice.

Le but ici, dans le cadre restreint d'un article qui ne

permet pas de développer tous les aspects évolutifs de ce que d'aucuns appellent abusivement « Théorie de l'intersectionnalité », est de démontrer en quoi cette « théorie » nie purement et simplement l'affrontement de classe inéluctable défini par la théorie marxiste. Ainsi peut-on lire ou entendre que la théorie marxiste souffrirait d'insuffisance conceptuelle la limitant au déterminisme économique ce qui ne lui permet pas d'embrasser la totalité du processus historique.

Ce procès réducteur visant Marx tout particulièrement s'emploie à annihiler le marxisme en tant que théorie du prolétariat, alors que celui-ci n'a eu de cesse de démontrer que bien au-delà de la fonction économique et de ses aspects techniques, c'est bien un rapport social que Marx étudie, ce rapport étant déterminé par une figure centrale du procès, production/distribution et des rapports sociaux qu'il engendre. Réduire ainsi la pensée marxiste relève au mieux de l'incurie ou d'une conception vulgaire du marxisme lorsqu'il s'agit d'individus sincères tombés sur le terrain du gauchisme, le pire étant la falsification volontaire, stratégie bien connue des forces bourgeoises gauchistes.

Mais la critique ne se limite pas en ces termes, Marx ne se serait jamais intéressé à la dimension raciale et à l'esclavage dans nos sociétés et aux clivages que cela entraîne dans la société civile, la méconnaissance volontaire ou involontaire ne suffit pas à masquer la réalité :

« ... La liberté et l'esclavage forment un antagonisme. Je n'ai pas besoin de parler ni des bons ni des mauvais côtés de la liberté. Quant à l'esclavage je n'ai pas besoin de parler de ses mauvais côtés. La seule chose qu'il faut expliquer, c'est le beau côté de l'esclavage. Il ne s'agit pas de l'esclavage indirect, de l'esclavage du prolétaire ; il s'agit de l'esclavage direct, de l'esclavage des noirs dans le Surinam, au Brésil, dans les contrées méridionales de l'Amérique du Nord.

L'esclavage direct est le pivot de notre industrialisme actuel aussi bien que les machines, le crédit, etc. Sans esclavage vous n'avez pas de coton, sans coton vous n'avez pas d'industrie moderne. C'est l'esclavage qui a donné de la valeur aux colonies, ce sont les colonies qui ont créé le commerce du monde, c'est le commerce du monde qui est la condition nécessaire de la grande industrie mécanique. Aussi avant la traite des nègres, les colonies ne donnaient à l'ancien monde que très peu de produits et ne changeaient pas visiblement la face du monde. Ainsi l'esclavage est une catégorie économique de la plus haute importance... » (Karl Marx, Lettre de Marx à P. Annenkov, 1846)²⁷

Dans cette lettre à Annenkov, Marx relie bien le phénomène racial et esclavagiste au développement du capitalisme. C'est aussi Marx qui, s'adressant à Abraham

²⁷ .
https://www.marxists.org/français/marx/works/1846/12/kmf_e18461228.htm

Lincoln au nom de l'AIT (I^{re} Internationale) en 1864, félicite le peuple américain pour cette réélection dont le « cri de guerre » est « mort à l'esclavage » :

« Tant que les travailleurs, le véritable pouvoir politique du Nord permirent à l'esclavage de souiller leur propre République ; tant qu'ils se glorifièrent de jouir — par rapport aux Noirs qui avaient un maître et étaient vendus sans être consultés — du privilège d'être libres et de se vendre eux-mêmes et de choisir leur patron, ils furent incapables de combattre pour la véritable émancipation du travail ou d'appuyer la lutte émancipatrice de leurs frères européens. » (À Abraham Lincoln, président des États-Unis, Conseil central de l'Association internationale des travailleurs, 30 décembre 1864)²⁸

Notons que dans cette lettre, Marx félicite le peuple américain qui vient de réélire un président (Abraham Lincoln) dont le programme repose sur une politique abolitionniste dénonçant la traite des noirs et l'esclavage dont ils sont victimes. Il ne s'agit pas d'une lettre protocolaire, diplomatique consacrant la personne de Lincoln pour sa réélection, mais d'un message qui s'adresse entièrement au peuple américain ou plus précisément aux travailleurs, à la classe ouvrière en la plaçant face à son devenir historique. Notons par ailleurs que Marx ne limite pas le terme d'esclave à une simple occurrence sémantique qui qualifierait uniquement la condition des noirs mais souligne la différence entre l'esclavage direct de l'esclave noir qui n'a pas la possibilité de vendre sa force de travail puisqu'il est sous la férule d'un maître propriétaire, et l'esclavage indirect du prolétaire qui a la possibilité de vendre sa force de travail, ce qui fait de lui un esclave salarié. Dans les deux cas l'esclavage est posé comme condition de l'exploité noir ou blanc. Il faut bien comprendre que chez Marx le particularisme de la condition des noirs s'inscrit dans le mouvement général de l'exploitation capitaliste, que le colonialisme et l'impérialisme sont inhérents au développement du système lui-même. Ces deux conditions différenciées, esclavage direct et esclavage indirect, sont les deux termes d'un même processus. La dialectique procède donc d'un dépassement de ces deux conditions contradictoires (identification de deux termes dont les négativités sont elles-mêmes différenciées, l'esclave direct est absolument contraint et totalement réduit à l'état de marchandise, le prolétaire, quelle que soit sa couleur de peau, a la possibilité de se monnayer et de tirer subsistance pour uniquement reproduire sa force de travail, c'est le salaire), par le dépassement de ces contradictions dans le procès du système capitaliste, nous déduisons que si forme différenciée il y a, il n'en demeure pas moins que la centralité du procès en question nous renvoie à l'exploitation

exercée par la classe dominante contingentée par le procès d'accumulation, la réalisation exponentielle de profits. Cela dépasse de loin pour ne pas dire invalide la segmentation qu'induit l'intersectionnalité quant à une hiérarchisation des critères et ou facteurs de domination.

Dans *L'Idéologie allemande*²⁹, Marx nous dit : « À toute époque, les idées de la classe dominante sont les idées dominantes ; autrement dit, la classe qui est la puissance **matérielle** dominante de la société est en même temps la puissance **spirituelle** dominante. »

Les *Identity politics* sont à l'origine de ce tripatouillage a-historique de la pensée dominante armée de sa « théorie de l'intersectionnalité », la classe devient une identité parmi tant d'autres, en ce sens elle n'est plus différenciée que par sa nature entièrement subjectivée sur le marché des idées. Réduite ainsi à une sous-catégorie, la classe est niée en tant que dynamique émancipatrice, elle est reléguée à une simple collection de groupes inertes qui ont tout lieu de s'affronter comme s'affrontent sur le marché les différents consortiums économiques en compétition. Ainsi la pensée dominante déplace le caractère global de la domination de classe selon le procès classe contre classe qui réfère au marxisme sur le terrain de l'empirisme sociologique qui sépare l'identité du mouvement qui l'a produite.

En somme, l'intersectionnalité est une pure négation du matérialisme historique.

La classe, le prolétariat dans sa lutte pour l'émancipation humaine, c'est-à-dire le communisme, parvenue à un certain niveau de conscience se dote de son organisation, le parti communiste mondial dont l'avant-garde est inséparable du mouvement historique qui le produit. Que le chemin vers la révolution sociale et le socialisme soit tortueux, que nous subissions les revers de la complexité de la période, que nos défaites nous renvoient à chaque fois à la compréhension dialectique des conditions objectives, voilà la tâche du prolétariat, voilà la tâche de sa direction politique, voilà la tâche du parti communiste. Lors du VII^e congrès du parti communiste, Lénine se prononce sur la révision du programme et le changement de dénomination du parti. Il ne s'agit pas ici de comparer ce qui ne l'est pas, mais de mettre en avant une invariance du marxisme face à ce concept ou théorie de l'intersectionnalité, face aux multiples tentatives notamment au cours du XX^e siècle mais aussi en ce début de XXI^e siècle de réduire la pensée de Marx à une conception economiciste du développement historique, là où finalement nous pouvons constater une économie de la pensée généralement promue par ce qu'il est convenu d'appeler les sciences humaines. Ce texte de Lénine tombe à propos, le lecteur en jugera par lui-

28 . <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1864/12/km18641230.htm>

29 . *L'Idéologie allemande, L'Idéologie en général et spécialement l'idéologie allemande*, K. Marx, Éditions Sociales, p. 75, 1976.

même :

« Les choses se sont passées et se passent effectivement ainsi, car la production marchande a donné naissance au capitalisme, lequel a conduit à l'impérialisme. C'est la perspective générale de l'histoire universelle, et il convient de ne pas oublier les bases du socialisme. Quelles que puissent être les péripéties ultérieures de la lutte, si nombreux que puissent être les zigzags que nous aurons à parcourir (et il y en aura beaucoup : nous voyons par expérience quels détours gigantesques fait l'histoire d'une révolution, et seulement chez nous pour le moment ; les événements seront autrement rapides et complexes, leur rythme sera autrement vertigineux, leurs tournants seront autrement compliqués lorsque la révolution deviendra européenne), il faut, pour ne pas nous perdre dans ces zigzags et ces détours de l'histoire, pour conserver la perspective générale, pour apercevoir le fil directeur qui traverse tant le développement capitaliste que la route vers le socialisme, route qui nous apparaît naturellement comme droite, et que nous devons nous représenter comme telle afin d'en voir le commencement, la suite et la fin, - alors qu'en réalité elle ne sera jamais droite mais d'une complexité invraisemblable, - il faut, pour ne pas nous perdre dans les détours, pour ne pas être désorientés dans les périodes de recul, de retraite, de défaites momentanées, quand l'histoire ou l'ennemi nous rejeterait en arrière, il importe à mon avis, et ce sera la seule attitude théoriquement juste, de ne pas abandonner notre ancien programme fondamental. » (Lénine)³⁰.

L'intersectionnalité sous sa couverture théorique comme théorie critique des différents facteurs de dominations et d'interactions repérables au sein de la société civile et jusque dans les institutions de l'appareil d'État bourgeois est devenue une « science » au mépris du mouvement réel qui produit la totalité et définit le rapport de domination comme étant le facteur historique de la domination de classe, lequel nous renvoie dialectiquement et historiquement au développement de la lutte des classes. Nous voilà confrontés à ce que la pensée dominante est capable de produire afin d'endiguer, de nier ce que le développement économique capitaliste est dans sa réalité. Encore une fois Marx n'a pas écrit une théorie économique qui se contenterait de mettre en évidence les mécanismes de l'exploitation, il a étudié la théorie de l'économie bourgeoise dans les termes d'une critique politique de l'économie, ce faisant il a mis en évidence que le rapport production-distribution, loin d'être un simple rapport mécanique est un rapport social déterminé par le mode de production capitaliste, qu'il n'y a pas un « au-delà » de ce rapport mais que celui-ci est immanent au mode de production lui-même. Face au matérialisme historique qui est l'essence même de la théorie marxiste, théorie qui cible les contradictions inhérentes au rapport capital/travail, la

pensée dominante toute vêtue de la chasuble démocratique et au travers de ces pseudos sciences dites humaines réduit la totalité à une somme toujours extensive de spécialités, et qui dit spécialité dit spécialiste. Ainsi dans sa forme institutionnelle, l'intersectionnalité est devenu l'argument phare des économistes, des sociologues voire de certains philosophes et notamment quant à la théorie du genre. Mais une spécialisation des particularités, genre, féminisme, et depuis un certain temps antifascisme et antiracisme, (comprendons que la liste ne peut-être qu'évolutive) n'est autre qu'un déni politiquement assumé du concept d'aliénation défini par Marx, concept qu'il relie au développement du mode de production capitaliste.

Dans sa version gauchiste, qui n'est autre que le laboratoire d'étude des différentes revendications et/ou autres contestations, dénonciations, nous trouvons la mouvance anticapitaliste, dont les actions mémorables nous renvoient notamment à leurs interventions lors des successifs sommets européens. Ce terme d'anticapitalisme qualifie le pôle de rassemblement des gauchistes anarchistes, trotskystes et autres décroissants écolos, bref le bras « armé » de la gauche bourgeoise. Mais au-delà même de l'insistance sémantique à disqualifier pour le nier le corpus linguistique marxiste (classe ouvrière, prolétariat, dictature du prolétariat, le parti communiste et sa direction politique, l'interdépendance du parti et des soviets ou conseils), c'est bien de la négation de la classe en tant que moteur de l'histoire dont il est question. Nous devrions ici nous intéresser à un développement de ce que représentent le mouvementisme et la spécificité des luttes, antiracistes, antifas, féministes, écologistes, des *identity politics* qui sont le terrain parcellaire dans lequel s'inscrit la dynamique mouvementiste. Nous craignons d'aborder ici un sujet dont l'importance nécessite un autre article visant à démontrer que ces différentes figures du gauchisme, référant à l'expérimentation des luttes contraintes par le démocratisme sur le mode horizontal articulé autour d'un discours emphatique et inconséquent sur la démocratie directe, sont les instruments de la pensée dominante et de sa gauche bourgeoise. En outre, nous ne pouvons nous épargner l'analyse qui conduit à considérer le parti comme étant l'antidote de ces groupements identitaires hétérogènes en contradiction avec le but historique du prolétariat : la prise du pouvoir et l'exercice de sa dictature. C'est au sein du parti que se résolvent les contradictions nées des particularismes, le parti ne nie pas les particularités, il les historicise en dépassant les contradictions dialectiquement par la confrontation et la clarification politique, c'est-à-dire qu'il éveille au sein même de la classe la conscience historique de son devenir en tant que classe.

« Il est élémentaire — ou plutôt il l'était auparavant — d'affirmer qu'avant d'entamer une bataille de classe, il est néces-

30 . VII^e Congrès du Parti communiste russe, œuvres complètes t. 27, pp. 83-116 et 125-139. Paris-Moscou).

saire d'établir des objectifs que l'on s'assigne, les moyens à employer, les forces de classe qui peuvent intervenir favorablement. Il n'y a rien de "théorique" dans ces considérations, et par là nous entendons qu'elles ne s'exposent pas à la critique facile de tous ces éléments blasés de "théories", dont la règle consiste, au-delà de toute clarté théorique, à tripa-touiller dans des mouvements avec n'importe qui, sur la base de n'importe quel programme, pourvu que subsiste "l'action". Nous sommes évidemment de ceux qui pensent que l'action ne découle pas des "coups de gueule" ou de bonnes volontés individuelles, mais des situations elles-mêmes. En outre, pour l'action, le travail théorique est indispensable afin de préserver la classe ouvrière de nouvelles défaites. Et on doit bien saisir la signification du mépris affecté par tant de militants pour le travail théorique, car il s'agit toujours, en réalité, d'introduire, en catimini, à la place des positions prolétariennes, les conceptions principielles de l'ennemi : de la social-démocratie, au sein des milieux révolutionnaires tout en proclamant l'action à tout prix pour une "course" de vitesse avec le fascisme. » (Revue Bilan, *L'antifascisme, formule de confusion*, mai 1934)³¹

L'intersectionnalité institutionnelle

Peut-on dire qu'il n'y a pas de fumée sans feu ? Nous pensons que l'anticapitalisme dans la forme telle que développée plus haut est le laboratoire expérimental de l'institution, de l'État. Au-delà même de la récupération qui en est faite dans le cadre du parlementarisme et de ses alliés de la gauche du capital, nous assistons à une volonté toujours plus pressante de la domination à vouloir parachever cette notion d'intersectionnalité, n'hésitant pas à en formuler le contenu scientifique. La domination se réinvente elle-même en la circonstance en une multiplicité des interactions soumises aux séparations catégorielles et se donne pour mission (au sens théologique du terme) d'en contraindre les effets. Ainsi, spécialistes et autres éminents penseurs serviles sont à la tâche, il ne s'agit aucunement de trancher sur ce qu'est la domination de classe mais d'étudier méthodiquement « intersectionnellement » les processus croisés de domination, leurs interactions. Reposant sur une étude des faits, des événements et des mouvements sociaux en général la pseudo science de l'intersectionnalité annonce un retour de la théologie et de la métaphysique comme seule réponse aux contingences réelles ; le démocratism et la sanctification des inégalités en est l'absolution. Une nouvelle religion est née, l'intersectionnalité.

Conclusion

Ce sont les événements aux États-Unis et l'émergence de *Black Lives Matter* qui nous ont amenés à nous interroger sur ce concept ou notion d'intersectionnalité. Nous considérons que la dynamique enclenchée en

Amérique du Nord suite à l'assassinat de Georges Floyd et les événements qui ont eu lieu, manifestations violentes suivies d'une répression instaurant un climat de guerre civile, mérite toute notre attention. Quant à l'histoire qui ne se répète pas, elle peut cependant balbutier et son écho immédiat soulève la problématique de l'antiracisme et de l'antifascisme qui n'est rien d'autre que le résultat de la fausse conscience quant aux intérêts immédiats du prolétariat. Et bien au-delà d'une fausse conscience telle que le prolétariat pourrait se l'approprier, elle est inscrite dans les gènes de la bourgeoisie qui, stratégiquement, prépare la guerre généralisée. L'intersectionnalité, au service de la bourgeoisie et de ses représentants de la gauche bourgeoise produit idéologique de la bourgeoisie, en tant qu'outil de persuasion constitue une véritable offensive contre la conscience de classe par l'atomisation du prolétariat. Ses ramifications en Europe sont multiples en l'espèce du féminisme, de l'écologisme, de l'antiracisme et de l'antifascisme. Le mouvementisme anticapitaliste est le moule dans lequel se forme la catégorisation des luttes, les hiérarchisant selon des critères de dominations que nous pourrions qualifier de transversales. C'est un coup porté contre le prolétariat et l'inéluctable nécessité du rassemblement international de ses forces pour mener le seul combat dont il est le sujet historique, celui de la lutte pour le communisme. L'intersectionnalité est aussi une puissance spirituelle par l'identification socio-empirique qu'elle fait des différents groupes présents dans la société civile, elle procède d'une désubstantialisation politique de la classe au profit d'une saisie purement identitaire de celle-ci, elle nie *a fortiori* le rapport dialectique entre domination et lutte de la classe émancipatrice, elle contingente les conditions objectives à la seule apparence de leur manifestation chosifiant ainsi le mouvement dynamique de l'émancipation en le reléguant au démocratism et au crétinisme parlementaire dont parlait Marx.

Notre volonté est la suivante : rassembler la classe sous la direction politique du parti communiste, il en va de notre tâche principielle de stratégiquement expliquer le programme communiste.

Benjamin

31 . http://www.collectif-smolny.org/article.php?id_article=780

Le combat de la Gauche communiste contre le « gramscisme »

Nous publions ci-après une contribution, à l'origine destinée à notre discussion interne, sur le livre en anglais publié par la Tendance Communiste Internationaliste, Gramsci Between Marxism and Idealism [Gramsci entre marxisme et idéalisme]. Ce dernier rassemble une série d'articles du Partito Comunista Internazionale-Battaglia Comunista, le groupe de la TCI en Italie, rédigés par Onorato Damen et accessibles aussi en italien sur son site web. On y trouve exposé et argumenté à la fois la critique classique de la Gauche communiste du militant Gramsci, conseiller en 1919-1920 puis acteur principal de la mise au pas stalinienne du PC d'Italie à partir de 1924, et la dénonciation du gramscisme en tant qu'idéologie bourgeoise.

Aujourd'hui, Gramsci est devenu une référence idéologique et politique pour de multiples courants politiques et de pensée bourgeois qui s'attachent à travestir et liquider la théorie révolutionnaire du prolétariat et à justifier des politiques gauchistes anti-prolétariennes et contre-révolutionnaires. « Les mythes sur Gramsci sont sans fin (...). Les volumineux écrits de Gramsci sont aujourd'hui à la base d'études universitaires dans le monde entier. De la linguistique à l'anthropologie en passant par la politique, la sociologie et les "subaltern studies", les idées de Gramsci sur l'"hégémonie", la "révolution passive", le "prince moderne", la "guerre des positions", la "philosophie de la praxis", fleurissent à l'époque de la post-vérité qui nie l'existence d'une réalité sociale objective et réduit la société à un ensemble d'individus » (Avant-propos du livre). À l'heure où la crise économique éclate et ne peut qu'exacerber les antagonismes de classes, la mise en avant d'idéologies radicales, pseudo-révolutionnaires, de gauche et gauchistes, est un des axes de l'offensive de classe que la bourgeoisie développe, et va développer encore plus, contre le prolétariat international en vue de le détourner de toute réaction à la crise, ou encore, s'il réagit quand même, de saboter ses luttes. N'est-ce pas précisément ce que nous enseignent les campagnes anti-racistes et identitaires menées aux États-Unis ? Et quoi de mieux que la mystification de la figure de Gramsci et l'idéologie gramscienne – sa théorisation de l'hégémonie culturelle en particulier qui sert de fondement aux politiques identitaires et raciales – pour donner un peu de goût à la soupe social-démocrate classique à ceux, gauchistes, qui la trouvent trop peu épicées ?

Il est donc heureux et très opportun que la TCI ait décidé de sortir cette publication – peut-on espérer d'autres traductions ? En français ? En espagnol ? Nous invitons tous ceux qui lisent l'anglais et l'italien à lire avec attention ce travail de démythification de la personne de Gramsci et du gramscisme afin de pouvoir s'armer efficacement au plan théorico-politique contre les idéologies bourgeoises radicales de gauche que l'on voit renaître avec vigueur. À ce jour et à

notre connaissance, hormis en italien, il n'y avait pas de prise de position achevée, claire et argumentée sur la personne de Gramsci par la Gauche communiste internationale qui fût véritablement disponible, à l'exception des articles en français parus dans Programme communiste, à partir de son numéro 71 de 1976. Nous pouvons même dire que les deux prises de position, les deux aussi sérieuses et profondes l'une que l'autre, chacune ancrée sur les principes marxistes, devraient servir de référence théorique et politique pour toute la Gauche communiste et pour tout militant ou groupe cherchant à se regrouper autour d'elle, voire à la rejoindre. Les deux démontrent avec précision et rigueur le caractère étranger au matérialisme historique, opposé au marxisme, de la démarche théorique et « philosophique » d'ordre idéaliste de Gramsci et l'opportunisme de ses positionnements politiques.

Car, face à la guerre impérialiste en 1914, il se positionne à la droite du Parti Socialiste Italien resté pacifiste, et se retrouve donc fort éloigné de la position révolutionnaire du défaitisme révolutionnaire, au point de se trouver pratiquement sur la même position de neutralité révolutionnaire avancée par... Mussolini. Face à l'éclatement de luttes ouvrières massives en Italie en 1919-1920, l'occupation des usines et le surgissement de conseils ouvriers en particulier à Turin qui suivent la Révolution d'octobre en Russie, Gramsci et son groupe l'Ordine Nuovo se positionnent de fait au côté du PSI, au nom d'un conseilisme autogestionnaire qu'ils ont théorisé, pour détourner le prolétariat de l'affrontement avec l'État bourgeois et le mener ainsi à la défaite. Enfin, une fois nommé bureaucratiquement à la direction du parti par l'Internationale communiste entamant son cours dégénérescent, il se fit le vecteur principal et l'acteur de premier plan de la bolchévisation zionoviéviste du parti, puis de sa stalinisation, en excluant sans hésitation la Gauche à coup de manœuvres d'appareil et autres coups bas n'ayant rien à envier aux staliniens des autres partis communistes.

À défaut de traduction en français ou espagnol, nous espérons que la réflexion qui suit permettra aux lecteurs de ces langues d'avoir des éléments de la critique marxiste du gramscisme et une idée du travail théorique accompli par le PCint. Car le lecteur l'aura compris : nous saluons cette publication, son contenu bien sûr mais aussi son timing, et la faisons nôtre. Sur Gramsci, la Gauche communiste est unie et parle d'une seule voix. Ce faisant, la TCI assume son rôle central au sein du camp prolétarien et dans le combat historique pour le parti. Nous qui n'hésitons pas à relever lorsqu'elle ne le fait pas, du moins pas suffisamment selon nous, n'hésitons pas non plus à la soutenir lorsqu'elle assume pleinement sa place et son rôle.

Le GIGC, novembre 2020

À propos de *Gramsci tra marxismo e idealismo* d'Onorato Damen

La publication du livre *Gramsci tra marxismo e idealismo*³², *Gramsci entre marxisme et idéalisme*, à partir d'articles de Damen dans son italien d'origine et dans sa traduction anglaise à l'initiative de la TCI, nous a particulièrement interpellés, suscitant un intérêt que nous tenons à partager avec le lecteur de *Révolution ou Guerre*³³. Il n'est pas dans notre propos de revenir sur la pensée de Gramsci, laquelle est considérablement abordée par l'auteur ; la lecture du livre dont nous parlons est suffisante et éclairante sur ce que fut à la fois une vie mutilée, celle de Gramsci et sur l'intellectuel dont l'éclectisme constitue l'aspect central de son cheminement. Une pensée entre idéalisme et matérialisme, entre spéculation philosophique d'une ontologie du devenir et un marxisme revisité à l'aune de l'historicisme gramscien qui dilue le matérialisme historique de Marx et de Lénine dans la contextualisation d'un universel en devenir ; cet universalisme contingente l'individu ou le groupe dans l'expression d'une hégémonie culturelle, laquelle s'édifie métaphysiquement par une saisie du réel et des conditions matérielles au lieu de matérialiser la domination des phénomènes sociaux en fonction des conditions objectives économiques et sociales.

« Si nous devons situer la position doctrinale de Gramsci dans la géographie de la pensée philosophique, nous la placerions sans aucun doute dans ce champ de la pensée européenne qui s'est éloigné de l'idéalisme hégélien et a atteint sa continuité logique dans l'historicisme néo-idéaliste » (p.16).

Il serait vain de chercher chez Gramsci une appropriation de la dialectique révolutionnaire telle que formulée par Marx et Engels, mais plutôt l'expression d'un éclectisme qui se ressource aux mille têtes d'un idéalisme pré-marxiste. Il ne s'agit pas seulement d'une pensée dont l'instabilité serait uniquement le fait d'un éparpillement mais d'une conception du monde et des rapports sociaux *a*-dialectiques. L'insistance de Damen sur ce point n'est pas anecdotique, elle est nécessaire pour la compréhension du schéma gramscien ; chez lui, l'analyse de l'histoire repose sur l'observation de processus moléculaires, des dynamiques de conscientisation inégales, se développant au sein de la société (série d'intégration/désintégration), une vision immanentiste et sérielle qu'il appelle « esprit de division ». Cet « esprit de division » ne coïncide pas avec la structure organisationnelle du parti, avec sa tactique et sa stratégie, il

constitue une rupture programmatique et stratégique qui invalide la politique marxiste révolutionnaire de prise du pouvoir par le prolétariat, laissant place à une conception « démocrate » dans sa version conseilliste qui s'autonomise au sein des « conseils d'usine », transformant le parti en organe agrégeant des forces intermédiaires, une tactique de front unique et d'opportunisme.

« Compte tenu d'un tel postulat théorique (c'est-à-dire le transformisme considéré comme une partie fondamentale de la vie politique des partis), on se demande dans quelle mesure Gramsci est responsable des événements futurs du parti qui est né à Livourne. Ce qui a commencé comme un parti du prolétariat révolutionnaire a fini dans les eaux politiques troubles du "transformisme" parlementaire le plus méprisable et le plus sournois, dont le but est de pénétrer dans les couloirs du pouvoir comme dernier rempart pour défendre le système actuel de production capitaliste » (p. 30³⁴).

Il est important de comprendre le gramscisme comme le mouvement d'une pensée scindée figeant les contradictions, le concept d'hégémonie et sa « théorie de la praxis » illustrent parfaitement sa conception moléculaire de l'histoire, une conception mécaniste du développement de la conscience. Alors que Lénine et Rosa Luxemburg, dès 1914, élaborent une théorie révolutionnaire sur le problème de la guerre, Gramsci reste indécis, cette indécision ne révèle rien d'autre que son incapacité à comprendre la nature réelle de la guerre, d'analyser l'impérialisme du point de vue de la classe, de développer l'alternative révolution ou guerre. Gramsci dénonce la formule de « neutralité absolue » préférant celle de « neutralité active opérative ». Cette modélisation de la période sous la férule de la pensée gramscienne, qui se traduit par une position militante, nous amène sans détour à la théorie de la guerre de Mussolini, la classe est dissoute dans le concept de peuple, résurgence idéologique du *Risorgimento*, c'est le prélude à la dictature fasciste. L'expérience des Conseils de Turin, et leur corollaire « conseils d'usine » où le contrôle ouvrier représenterait une conquête, en l'espace l'organisation par usine, réalisant « une forme économique communiste avant la conquête du pouvoir politique dont le parti est l'organe spécifique » (voir *Bilan* n° 4, février 1934)³⁵, est une expérience conseilliste privée de direction politique, laquelle ne peut être comparée aux soviets de 1917 en Russie sous la direction politique du parti bolchevik avec pour programme la dictature du prolétariat. « L'expérience des conseils, plus théorique que pratique, a été clairement abandonnée par Gramsci lors de la conférence d'Imola de la fraction communiste (novembre

32 . Le livre est disponible sur <http://www.leftcom.org/en/articles/2019-08-07/gramsci-between-marxism-and-idealism> (anglais) et en italien <https://www.leftcom.org/it/articles/1988-01-01/gramsci-tra-marxismo-e-idealismo>. Les traductions françaises dans cet article sont de notre fait, nous sommes partis de l'original italien en nous référant aussi à la version anglaise. Nous donnons la page des citations du livre en anglais.

33 . <http://www.igcl.org/-Revolutions-ou-Guerre->

34 . *Ibid.*

35 . http://www.collectif-smolny.org/article.php3?id_article=332
En marge d'un anniversaire.

1920) et il n'en parlera plus dans les termes ordinovistes comme des organes du pouvoir prolétarien. » (p.35), ils seront réduits à un instrument permanent de politique syndicale dont la nature repose sur la revendication et la paralysie corporatiste, et ce, en dehors de toute perspective révolutionnaire.

« ... les événements de cette période historique ont donné raison à la ligne de la gauche italienne qui, par la voix de Bordiga, affirmait que le point crucial n'était pas d'occuper juste l'usine au risque d'en rester prisonniers si les structures de l'État n'étaient pas conquises et brisées. (...) La défaite des occupations d'usines par les ouvriers a effectivement et misérablement clos l'expérience des Conseils. Et puis vint le fascisme. » (p.35)

L'insistance obsessionnelle de Gramsci soutenant l'expérience des conseils qui serait en l'occurrence la préfiguration de l'hégémonie de classe en dit long sur la nature de l'État telle qu'il la conçoit, ce concept d'hégémonie n'est autre qu'une conception gauchiste dont la stratégie repose sur le sabotage de la dynamique de la lutte des classes, bien plus qu'une dérive aventuriste, le gramscisme est une trahison de la classe dont la conclusion formule l'opportunisme « avec une inclusion de plus en plus large du prolétariat dans le cadre capitaliste, comme fer de lance progressiste d'un front bourgeois combiné » (p.36).

La thématique marxiste ne lui est pas seulement étrangère, elle lui est hostile.

Alors que les Thèses de Rome³⁶ en 1922 donnent au Parti communiste d'Italie, né à Livourne, une assise programmatique et stratégique en même temps qu'elles s'inscrivent dans le cadre de l'internationalisme prolétarien de l'Internationale communiste, l'Italie va être confrontée à un coup de force initié par les fascistes de Mussolini en octobre 1922, la marche sur Rome pour contrer la vague révolutionnaire. Non pas qu'il s'agisse d'une prise de pouvoir par la force, mais plutôt d'un acte symbolique dont l'exaltation va créer les conditions de l'accession au pouvoir du Duce cette même année ; ce ne sont pas les faisceaux fascistes italiens qui vont mettre Mussolini au pouvoir mais les dirigeants du gouvernement en place qui le lui confient, une dictature fasciste est promulguée, elle durera jusqu'en 1943. Alors que l'Europe est confrontée à la montée des fascismes et aux tensions impérialistes, alors même que les partis communistes entrent dans une nouvelle phase de leur développement opportuniste après la mort de Lénine en janvier

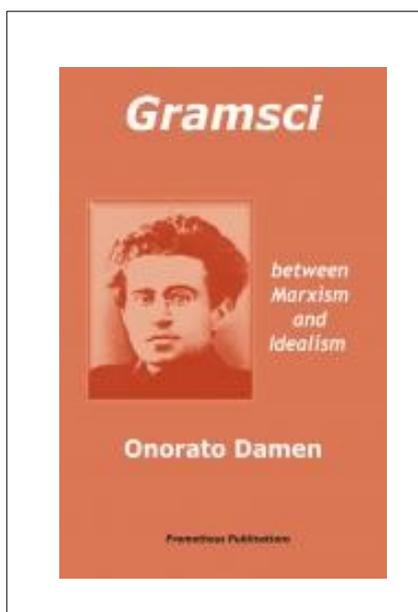
1924 et que l'Internationale communiste entend les aligner sur la seule discipline de Moscou, la « bolchevisation » des partis, mot d'ordre lancé par Zinoviev au V^e congrès de l'IC va concrétiser une stratégie de purge concernant l'opposition de gauche ou toute tentative de contestation sera assimilée à du fractionnisme.

À partir de 1924, Gramsci et son « ordinovisme », conception abstraite et a-historique, qui, exclue toute possibilité de direction révolutionnaire du prolétariat, va profiter, dans l'état de confusion qui caractérise les rapports du parti à sa base, c'est-à-dire un parti séparé de sa base, à cette stratégie post-léniniste de bolchevisation.

« Bolcheviser le parti voulait dire le fractionner, rompre la synthèse de ses différentes composantes et catégories sociales, le personnaliser et le fragmenter dans les usines et les lieux de travail. L'objectif non avoué était d'établir un solide réseau de fonctionnaires pour dominer le parti d'en haut et ainsi éteindre toute capacité de vision critique, d'initiative et volonté de classe » (p.38).

Dans cette dynamique opportuniste, la gauche, dont Bordiga reste l'illustre animateur, ne désarme pas face à une droite, dont la stratégie consistant à gagner de l'espace dans les instances du parti, conforte la stratégie de l'IC et un centre représenté par Gramsci incapable de clarification politique dont la tactique sera celle d'une politique de front unique qui se décide par le haut et dont le but, rien moins que consensuel, repose sur une volonté de rassemblement des masses, une stratégie tout autant adoubee par l'IC. Le parti acculé aux ordres zinoviévistes de la direction de l'IC tente de rebondir avec sa gauche par la mise en place du Comité d'entente [Comitato de Intesa] dont l'existence n'excède pas quelques semaines, lequel sera qualifié de fractionniste par le CE du parti sous la direction de Gramsci, et donc, par le recadrage qu'opère la bolchevisation, de contre-révolutionnaire.

« Nous n'avons jamais vu dans notre parti le mépris le plus grand des règles d'organisation et de discipline les plus élémentaires d'un parti communiste. (...) [C'est un] acte criminel qui mérite les sanctions et les blâmes les plus sévères. (...) Quiconque se met sur le même chemin que les membres du soi-disant "Comité d'Intesa", sort tout droit du Parti et de l'Internationale communiste. Et se mettre en dehors du Parti et de l'Internationale signifie s'opposer au Parti et à l'Internationale communiste, c'est-à-dire renforcer les éléments de la contre-révolution. (...) Et il faudra aussi faire la lumière sur la manœuvre qui se cache en l'absence du nom du camarade Bordiga, avec lequel l'initia-



36 . <http://www.sinistra.net/lib/pre/rasseg/wiei/wieiafizuf.html>

tive du "Comité d'Intesa" est certainement d'accord. Il est douloureux de devoir faire de telles observations lorsque parmi les signataires nous trouvons le nom de camarades qui étaient avec nous parmi les fondateurs du parti et qui ont combattu et travaillé pour lui » (Communiqué du Comité exécutif sous la direction de Gramsci, sans date, cité p.108)

Aux acquis programmatiques et stratégiques des Thèses de Rome font écho les résolutions prises par le Comité d'entente dont la tâche est de recentrer le parti sur la base des invariants marxistes. La difficulté n'est pas tend de convaincre la base du parti, qui demeure dans une large mesure fidèle à l'esprit de fondation du parti, que de combattre l'opportunisme d'une direction soutenue par l'IC et sa politique de bolchevisation. Cette stratégie, loin d'être fractionniste, œuvre à défendre un appareil politique vidé de sa composante révolutionnaire et soumise aux stratégies de front unique, le parti doit combattre tout retour à la social-démocratie,

« En réalité, nous sommes les seuls à tenir compte des circonstances concrètes au sens révolutionnaire du terme car nous intégrons le travail du moment dans le plan d'action général du parti en faisant correspondre au développement dialectique des situations celui du parti lui-même » (p.110, plateforme du comité d'entente).

N'en demeure pas moins que toute tentative de désintégration, de désincarnation a son propre langage, la question de la conquête du pouvoir par le prolétariat renvoie à l'exercice de sa dictature et conjointement au dépérissement de l'État comme condition de la société communiste, il ne peut donc être question, sous couvert d'une gestion approximative du langage de se réfugier derrière des qualificatifs creux mais implicitement imprécis raison pour laquelle : « En ce qui concerne le "gouvernement ouvrier", nous réaffirmons que s'il est synonyme de "Dictature du prolétariat", c'est-à-dire un soi-disant mot d'ordre d'agitation, nous sommes contre la formulation de mots d'ordre qui n'ont pas de véritable signification ; si, au contraire, il s'agit de quelque chose de différent de la "Dictature du prolétariat", nous nous y opposons d'autant plus farouchement que c'est le signe de déviations parlementaristes des plus dangereuses, si ce n'est de la négation directe des principes élémentaires du marxisme révolutionnaire » (idem,

p.112)

La gauche n'aura de cesse à combattre l'opportunisme au sein du parti, de même qu'elle dénoncera la personnalisation de l'activité dirigeante qui ne fait qu'accroître le fossé qui sépare la base de sa direction politique. L'ordinovisme est constituant de cette direction séparée, une doctrine étrangère aux principes du marxisme. La recherche d'une stabilité politique et organisationnelle aux dépens du matérialisme historique, qui détermine les fondements économiques et sociaux et le lien dialectique avec le développement de la lutte des classes en termes d'évolution ou d'involution, caractérise cette période. Et les clercs sont actifs, Togliatti en est un représentant, la personne de Gramsci et sa douloureuse histoire ne lui a-t-elle pas servi de tremplin, n'a-t-il pas été un perfectionniste des manigances et des tergiversations au moment de la bolchevisation ? Togliatti fut l'homme des coups bas au service de Moscou, il fut l'homme qui créa les conditions de la marginalisation de la gauche lui ôtant toute possibilité matérielle de se défendre.

Le livre de la TCI est un document incontournable, il nous permet d'appréhender la pensée de Gramsci sans aucune concession faite à l'intellectualisme éclectique qui la caractérise, il nous permet de confirmer que la Gauche communiste est aux antipodes programmatique et stratégique du gramscisme dont le leader charismatique est devenu une figure quasi mystique de la gauche bourgeoise et des gauchistes plus généralement. Là où l'historicisme semble continger le développement de la conscience par l'immanentisme et le développement des processus sociaux qualifiés de « moléculaires », la réponse est et ne peut être que marxiste. Un apport certain en ce qui concerne l'histoire du Parti communiste d'Italie, mais aussi un document qui doit nous permettre d'élaborer une critique conséquente du conseillisme et de ses différents succédanés anticapitalistes de la sphère « mouvementiste ». Le choix de la TCI d'éditer ce livre dans sa langue d'origine et d'en proposer une traduction anglaise méritait toute notre attention.

Benjamin

Brochures des CI-Klasbatalo et de la FICCI (commande à intleftcom@gmail.com)

Lutte étudiante et assemblées de quartier (Communistes Internationalistes - Klasbatalo)
La dégénérescence de l'IC : le PCF (1924-1927) (Fraction interne du CCI)
Groupe des Travailleurs Marxistes (Mexique, 1938) (Fraction interne du CCI)
La question de la guerre (1935) (Fraction interne du CCI)
Morale prolétarienne, lutte de classes et révisionnisme (Fraction interne du CCI et GIGC)
Les syndicats contre la classe ouvrière (1976) (Fac-similé de la brochure du CCI).

Débat au sein du camp prolétarien

Prise de position sur la plateforme 2020 de la TCI

La Tendance Communiste Internationaliste (TCI) a rédigé une nouvelle version³⁷ « actualisée » de la plateforme adoptée en 1996 par son ancêtre, le Bureau Pour le Parti Révolutionnaire (BIPR)³⁸. Qui-conque est convaincu qu'il convient d'œuvrer centralement au combat pour « le parti de classe indispensable à la lutte révolutionnaire du prolétariat car il est l'expression politique organisée de la conscience de classe », ne peut, s'il veut être conséquent, que considérer les congrès, conférences, etc., tout comme les documents à valeur programmatique des autres groupes communistes comme des moments particuliers, parmi les plus importants, de la lutte des classes sur lesquels, sauf à céder aux sirènes du sectarisme, il convient de débattre et de se prononcer.

La plateforme de la TCI se situe dans le cadre des positions de la Gauche communiste et du camp prolétarien. À ce titre, elle est, doit être, une référence pour tout groupe, cercle et individus voulant se réappropriier les positions de classe et les acquis de la Gauche communiste ; spécialement pour ceux désireux de s'engager dans le combat communiste et rejoindre les organisations qui sont à l'avant-garde de celui-ci. Pour notre part, conscients du rôle central que cette organisation occupe aujourd'hui parmi les forces *pro-parti* au sein du camp prolétarien, nous estimons essentiel d'attirer l'attention du plus grand nombre sur ce texte et d'encourager à la réflexion et à la clarification politique autour des principes et positions qui y sont avancés. Cette démarche et ces prises de position et interventions, critiques ou non, sont, et doivent être considérées, comme **des moments indispensables et précieux du combat pour le regroupement des forces révolutionnaires et pour le parti.**

Le camp prolétarien et l'alternative historique révolution ou guerre

Avant d'aborder les principales positions mises en avant par la plateforme, il est important de relever et de saluer deux points. Le premier est la revendication de l'existence d'un camp prolétarien et la définition nette et claire de ses contours et enjeux : « *Le camp pro-*

*létarien*³⁹ se définit comme celui qui se bat pour la défense de l'autonomie de la classe ouvrière face au capital, qui ne se lie par aucun lien avec le nationalisme quel qu'en soit le prétexte, qui n'assimile en aucun cas le stalinisme et l'ex-URSS au socialisme, et enfin qui reconnaît qu'Octobre 1917 aurait pu être le point de départ d'une révolution d'ampleur mondiale. Diverses organisations trouvent leur place à l'intérieur de ces repères politiques. Cependant, il subsiste entre elles d'importantes divergences politiques, notamment sur la question controversée de la nature et de la fonction de l'organisation révolutionnaire ». Nous tenons à soutenir ce passage et à souligner la mise en évidence qu'un des enjeux principaux – pour nous, c'est même le principal – auquel ce camp est confronté touche à la question centrale du parti. Elle constitue la ligne de confrontation principale qui délimite les forces et dynamiques “ *partidistes* ”, pro-parti, celles qui non seulement se revendiquent du parti comme organe **indispensable** de direction politique du prolétariat mais surtout qui œuvrent et luttent effectivement à sa constitution, de celles qui s'y opposent, voire cherchent délibérément à la saboter et qui se rattachent explicitement ou non aux théories et positions d'ordre *conseilliste* ou *économiste*.

Le deuxième point est la thèse marxiste, particulièrement mise en lumière par la Gauche communiste d'Italie, selon laquelle « *une fois encore, l'alternative entre guerre impérialiste et révolution prolétarienne est à l'ordre du jour de l'histoire et impose aux révolutionnaires partout dans le monde la nécessité de resserrer leurs rangs. À l'époque du capital monopoliste mondial, aucun pays ne peut échapper aux forces qui conduisent à la guerre. La tendance inéluctable du capitalisme à se diriger vers la guerre se matérialise aujourd'hui par l'attaque généralisée contre les conditions de vie et de travail du prolétariat* ». Comme tout lecteur habitué à nous lire l'aura constaté, nous pourrions avoir écrit ce passage nous-mêmes. Il réaffirme l'alternative historique, révolution ou guerre, principe qui est nié et rejeté aujourd'hui au sein même du camp prolétarien, par le CCI en particulier. Surtout, il met en lumière l'actualité de la perspective de la guerre impérialiste généralisée « à l'ordre du jour de l'histoire » en tant que **facteur de la situation d'aujourd'hui** imposant « aux

37 . Toutes les citations à suivre qui ne sont pas référencées sont des citations de cette plateforme que le lecteur peut trouver en français sur le site de la TCI : <http://www.leftcom.org/fr/articles/2020-10-01/plateforme-de-la-tendance-communiste-internationaliste>.

38 . Dans *Révolution ou Guerre* #2, nous avons déjà publié un texte envoyé par un camarade, depuis ayant intégré notre groupe, qui prenait position sur les plateformes de la TCI et du CCI : <http://igcl.org/Prise-de-position-sur-les-plate>.

39 . Cette reconnaissance par la TCI d'aujourd'hui est d'autant plus à souligner qu'il fut un temps où le BIPR eut tendance à rejeter l'existence de ce camp, en particulier dans un texte, *Vers la nouvelle internationale*, datant de 2000 : « *En d'autres termes, nous ne considérons pas - en l'état actuel - que la catégorie "camp politique prolétarien" soit encore valide* » (<https://www.leftcom.org/fr/articles/2000-10-01/vers-la-nouvelle-internationale>).

révolutionnaires de resserrer leur rangs » et **facteur** du cours même de la lutte des classes qui « se matérialise aujourd'hui par l'attaque généralisée contre les conditions de vie et de travail ». Ce passage illustrant et appliquant la méthode du matérialisme dialectique, passage que la TCI a jugé utile, ô combien à raison, d'introduire dans sa plateforme, doit servir de principe et de fil conducteur pour l'action et l'intervention de tous les groupes et organisations communistes aujourd'hui, et du parti de demain.

Les positions de classe de la plateforme

Passons aux positions de classe de la plateforme. Nous ne pouvons pas dans le cadre limité de cette prise de position présenter et argumenter nos accords sur chacune d'entre elles. Nous allons donc nous concentrer en priorité sur les quelques observations critiques, qui ne remettent pas en cause le caractère de classe du document. La nouvelle version de 2020 reprend pour l'essentiel celle du BIPR. Elle ne présente pas systématiquement, point par point, les positions de principe du BIPR-TCI et qui sont globalement communes à tous les groupes de la Gauche communiste, hormis le courant dit *bordiguiste*. Ce choix affaiblit la mise en évidence et la netteté politique des principes que toute plateforme doit mettre en avant. Les parties touchant à ces positions – *capitalisme, capitalisme d'État, Le parlement, les syndicats, les luttes de libération nationale, la dégénérescence de la révolution russe, Parti-État et classe* – se trouvent dispersées au milieu d'autres parties, *la période actuelle, La Chine* ou encore *La sociale-démocratie* qui, en soi, ne permettent pas d'appréhender et souligner toute la portée et l'ampleur des principes qui sous-tendent la position communiste sur chacune de ces deux dernières questions. Ne pas avoir traité la Chine dans le cadre du point sur *Le capitalisme d'État* tout comme la Sociale-démocratie dans un point spécifique sur les courants ayant appartenu au mouvement ouvrier et passés dans le camp bourgeois, *La gauche du capital*, nous semble affaiblir, en la diluant, la portée de la dénonciation du capitalisme d'État et des courants de la gauche bourgeoise – nous revenons sur ce point ci-après. De même, on peut regretter qu'il n'y ait aucun point spécifique sur la dénonciation du *frontisme*, pourtant position de classe propre à la Gauche communiste d'Italie qui fut la seule à le combattre au sein de l'Internationale communiste. Tout comme il n'est fait aucune mention de la question du terrorisme.

La plateforme présente les syndicats comme « des organisations qui travaillent à la préservation du capitalisme [et] seront les bastions de la contre-révolution ». Cette position est aujourd'hui centrale pour que les groupes communistes et le parti puissent se dresser à l'avant-garde des luttes en assumant, et en prenant la direction de l'affrontement politique aux syndicats et aux forces politiques bourgeoises de la gauche et de ses satellites

d'extrême gauche, trotskystes, anarchistes, etc., dans les grèves, les assemblées, les manifestations, etc. Nous sommes en désaccord avec la présentation des syndicats comme « des organes de médiation entre le capital et le travail » qui, d'une certaine manière, réduit le champs de leur dénonciation en tant qu'organes politiques à part entière de l'État bourgeois. On laisse ainsi la porte ouverte à la position, ou l'idée, qu'ils puissent encore *médiatiser* entre les classes, exprimer les intérêts immédiats du travail contre le capital, voire défendre la valeur de la force de travail alors qu'ils participent pleinement à sa réduction au maximum... en s'opposant et en sabotant les luttes ouvrières.

Faiblesse de la caractérisation de classe du gauchisme

Le point sur *La social-démocratie* est celui sur lequel nous sommes le plus critiques, même si nous estimons que la TCI exprime une position de classe, ce qui nous situe du même côté de la barricade de classe à propos de cette question. Même s'il défend qu'« il y a une différence de nature entre les organisations politiques prolétariennes de la période précédent Octobre [l'insurrection prolétarienne de 1917 en Russie] et celles de la période postérieure », sans préciser explicitement la nature de classe de cette différence⁴⁰, il nous semble qu'il est porteur de confusions politiques que nous ne pouvons pas toutes aborder ici. Il en est pourtant une, cruciale, que nous tenons à relever. Les versions anglaise et française expliquent ce « changement de nature » par « la **banqueroute** de la majorité des vieux partis de la II^e Internationale » (nous soulignons)⁴¹. Or ce n'est pas leur faillite, leur *banqueroute*, ou leurs faiblesses de tout ordre qui font que des partis et courants prolétariens passent dans le camp bourgeois, dans celui de la contre-révolution, mais leur **trahison** effective de la classe prolétarienne. La caractérisation de *banqueroute* en lieu et place de *trahison*, c'est-à-dire **trahison de la classe prolétarienne**, ne comporte pas de caractérisation de classe. De ce fait, le document programmatique qu'est la plateforme ne ferme pas la porte aux concessions d'ordre opportuniste sur la question du gauchisme et autorise l'économie de l'effort indispensable, parfois douloureux même pour les individus y ayant milité, de la rupture politique effective avec l'idéologie, les politiques et les pratiques gauchistes..

En fait, il eût été préférable de traiter et de centrer dans un point spécifique sur la question des anciens courants prolétariens, sociale-démocratie, stalinisme, trotskysme – rien n'est dit dans la plateforme sur l'anar-

40 . Les versions anglaise, « *marked difference* », et italienne, « *netta differenza* », « une différence nette » sont encore plus imprécises d'un point de vue de classe.

41 . Nous sommes obligés de relever ici que la version italienne utilise *tradimento* ce qui se traduit en anglais par *betrayal* et en français par *trahison*.

chisme, ni même sur la nature de classe bourgeoise du gauchisme en général – étant passés successivement au service de la contre-révolution. Cela aurait permis de souligner la raison fondamentale de leur passage dans le camp bourgeois : la trahison effective de l'internationalisme prolétarien ou/et de la révolution prolétarienne, par exemple dans l'opposition à la Révolution russe de 1917 ; et de poser clairement la méthode pour apprécier la nature de classe des courants et organisations se revendiquant du mouvement ouvrier et/ou révolutionnaire. Cela aiderait l'ensemble de la TCI à s'armer plus efficacement contre toute concession au gauchisme⁴², chaque partie de l'organisation étant « *obligée de se référer à telle ou telle disposition formellement établie de notre programme* » (Lénine, *Un pas en avant, deux pas en arrière*) ; et imposerait à ses nouveaux membres à rompre plus formellement et profondément avec les positions, l'idéologie, et la pratique gauchistes⁴³.

Sans offrir une garantie absolue qui ne peut pas exister, une plus grande clarté et précision de la plateforme sur cette question pourrait servir de référence et offrir une méthode pour s'orienter dans le feu des événements. Ainsi, les nouveaux militants de la TCI en Amérique du Nord auraient pu s'éviter, dès leur première expérience concrète à l'occasion des manifestations ayant suivi le meurtre de G. Floyd, de se laisser prendre aux filets du gauchisme radical et anarchisant. N'ont-ils pas vu dans les manifestations de révolte, celle-ci légitime en soi, une réaction de la classe ouvrière elle-même résistant « *face à la répression étatique [et] défiant l'ordre social infâme pour lequel [la police] assassine* »⁴⁴ ? Pour ces camarades alors, au moment même où la bourgeoisie passe à l'offensive sur le plan politique et idéologique en s'appuyant et encadrant ces manifestations de révolte, « *la lutte continue [et] la rébellion urbaine doit se convertir en révolution internationale* »⁴⁵. De fait, l'intervention des ca-

marades ne s'est pas retrouvée à l'avant-garde du combat de classe mais à la queue de la petite-bourgeoisie radicalisée, derrière et au service de la campagne anti-raciste et démocratique lancée par la gauche de l'appareil d'État, concrètement derrière le Black Lives Matter et le Parti démocrate. Est-il besoin ici de rappeler que cette campagne s'est terminée par une participation électorale record et le renforcement des idéologies démocratiques et identitaires, c'est-à-dire par un succès politique d'importance pour la bourgeoisie ?

L'héritage du Partito Comunista Internazionalista sur la question du parti

Les dernières parties de la plateforme qui portent sur le Parti, État et classe et *L'Internationale révolutionnaire* sont essentielles et, sans doute, représentent-elles ses points de force. Elles réaffirment le caractère *indispensable* du parti dans le succès de la lutte révolutionnaire du prolétariat « *car il est l'expression politique organisée de la conscience de classe* ». Rassemblant « *la partie la plus avancée de la classe ouvrière (...), il sera toujours une minorité du prolétariat tandis que le programme communiste qu'il défend ne peut avoir pour acteur que la classe ouvrière dans son ensemble [sachant que] la seule garantie de victoire est la conscience de classe des masses ouvrières elles-mêmes ainsi que l'extension continue de la révolution internationale* ». La partie sur l'Internationale révolutionnaire avance des principes généraux dans lesquels nous nous retrouvons tout en soulevant des points de désaccord d'ordre secondaire, qui ne sont pas de principe. En particulier, la plateforme défend que la constitution du parti mondial, de l'Internationale, s'accomplira sur la base de la « *dissolution des différentes organisations "nationales" et régionales* ». Pour notre part, nous considérons, à l'instar du CCI d'origine et du courant bordiguiste, que le parti doit se constituer d'emblée comme parti international et que ses futurs composantes – divergence ici avec le courant bordiguiste –, groupes et courants, qui inévitablement seront appelés à le former doivent dès aujourd'hui se constituer comme groupe internationaux quelles que soient la réalité et les limites de leur localisation. Les expressions politiques du prolétariat, ses minorités aussi isolées et dispersées puissent-elles être, y compris géographiquement, sont et doivent être avant tout des expressions du prolétariat international et non les expressions d'un prolétariat local ou national. Ne serait-ce que parce qu'elles portent et défendent le programme du prolétariat qui ne peut qu'être un et international. Cette différence avec la TCI nous amène à avoir des pratiques et des interventions différentes, qui ne sont pas « opposées » en soi et qui ne devraient pas l'être dans la pratique si le poids du sectarisme était combattu lorsqu'il s'exprime, dans nos politiques de re-

bourgeois, puisse se transformer en mouvement de classe sous l'impulsion du parti révolutionnaire ? Historiquement, la Gauche italienne avait tranché cette question par la négative.

42 . Sans en partager toutes les positions, surtout celles classiques du « bordiguisme », nous pouvons aussi indiquer au lecteur la critique émise par le PCI-Programme Communiste dans sa publication en France *Le Proletaire* #538, *La CWO-TCI renie la dictature de classe au profit de la « vraie démocratie »* (<http://www.pcint.org/>) qui mérite réflexion et discussion.

43 . N'est-ce pas précisément ce flou de la plateforme qui permet l'intégration et le maintien durant une vingtaine d'années de militants n'ayant pas rompu réellement avec le maoïsme et l'anarchisme et qui constituèrent le premier groupe canadien de la TCI, le GIO, aux pratiques et à l'intervention pour le moins gauchistes, voire douteuses, et qui finit dans la confusion et le discrédit de la TCI elle-même, malheureusement, dans le milieu politique montréalais ?

44 . *Minneapolis: brutalité policière et lutte des classes*, tract distribué par les camarades (<http://www.leftcom.org/fr/articles/2020-05-31/minneapolis-brutalite%20polici%C3%A8re-et-lutte-des-classes>).

45 . Plus sérieusement, la question qui s'était posée au moment de la grève appelée par les indépendantistes catalanistes en octobre 2017 se repose en cette occasion : est-il possible qu'un mouvement de nature non prolétarienne, nationaliste et petit-

groupement.

Se référer à la plateforme du PCint de 1952

La rédaction de cette plateforme ne fait donc pas ressortir les principes et positions de classe, parfois appelées aussi *frontières de classe*, aussi nettement que dans la plateforme d'origine du CCI⁴⁶ par exemple, dont la "cohérence" des positions est donnée par sa position sur la "décadence du capitalisme", ou encore dans celle du PCint-Battaglia Comunista de 1952 et 1982 dont la cohérence est donnée par la nature et le rôle du parti. Force est de regretter aujourd'hui qu'en se constituant le BIPR ait jugé utile de rédiger une nouvelle plateforme au lieu de reprendre, quitte à l'actualiser, celle du PCint. Le résultat en fut un document qui apparaît comme un assemblage de positions et de préoccupations, parfois même éclectiques, en lieu et place d'un texte cohérent et homogène qui affiche l'unité programmatique de toutes les positions.

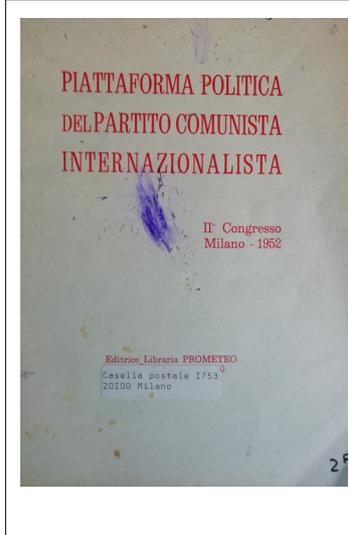
Est-ce dû aux conditions mêmes du regroupement d'alors au sein du BIPR, compris comme une addition d'expériences nationales ? Et le regroupement comme une « dissolution des différentes organisations nationales » chacune amenant son expérience propre et faisant de la plateforme adoptée une synthèse des expériences soit-disant différentes ?

Pour nous, le document de 1952-1982 avait et a toujours valeur universelle au point que nous pouvons pour notre part nous en revendiquer encore aujourd'hui. Les positions y apparaissent non pas comme une succession s'additionnant les unes aux autres mais comme déterminées par la question principielle du parti. L'affirmation du principe sur le parti dès les tout premiers points de la plateforme est précisément ce qui donne à l'ensemble des positions leur unité, la cohérence et la rigueur politiques que tout document programmatique exige pour pouvoir armer au mieux l'action concrète du parti et sa capacité à anticiper sur les événements.

« L'activité du parti ne peut et ne doit pas se limiter à la conservation de la pureté des principes théoriques et du réseau organisationnel, ni à la réalisation à tout prix de succès immédiats et numériques. Le parti est à la fois un produit et un facteur de la lutte de classe. Les tâches du parti peuvent se résumer ainsi :

46 . Dans nos discussions avec des contacts qui se rapprochent en vue d'adhésion à notre groupe, nous discutons systématiquement des plateformes de la TCI et du CCI. Sans doute aurons-nous l'occasion de revenir sur cette dernière – la version d'origine – qui est traversée par le poids des origines conseillistes de cette organisation et que la version actuelle basée sur la théorie opportuniste de la décomposition n'a fait qu'aggraver.

- a) la propagande pour ses principes et l'élaboration continue en fonction de leur développement ;
- b) la participation active à toutes les luttes ouvrières pour les revendications immédiates ;
- c) la direction de l'insurrection pour l'assaut révolutionnaire du pouvoir ;
- d) c'est sous la direction agissante du parti de classe que le prolétariat exerce, au moyen de la dictature, la gestion du pouvoir et construit l'économie socialiste.



Dans toutes les situations où la lutte directe pour la conquête du pouvoir n'est pas encore possible, le parti doit développer conjointement les deux premières tâches ; son absence dans les luttes du prolétariat, même partielles et immédiates, est inconcevable. » (Piattaforma politica del PCint, 2^e Congresso Milano, 1952, Editrice Libreria Prometeo, la brochure fut publiée alors en version italienne et française par le PCint).

Mais ce qui est fait est fait. On ne peut pas revenir aujourd'hui sur l'adoption de la plateforme du BIPR et de la TCI. Au final, nos accords avec les points de la plateforme actuelle sont essentiellement sur les questions de principe et les positions de classe ; nos désaccords sur des questions secondaires, voire d'ordre tactique. En distinguant les deux dimensions, il ne s'agit pas pour nous de nier la réalité et l'importance de ces divergences, mais de clarifier où elles se situent et permettre de comprendre ce que la TCI et notre groupe ont en commun et pourquoi ils se retrouvent la plupart du temps sur le même côté des multiples barricades de classe que chaque événement fait surgir.

L'expérience récente nous enseigne qu'il en coûte aux membres de la TCI d'aujourd'hui d'accepter les commentaires critiques autrement que comme des attaques visant à affaiblir l'organisation. Cependant, nous sommes certains que la force des faits matériels que sont aussi les prises de position et critiques, en relation au développement de la situation historique, participent, sinon directement, du moins indirectement, à la réflexion, à la clarification et au développement par la TCI elle-même de ses propres positions, celles-là mêmes qui appartiennent à son patrimoine. L'exposition de nos commentaires critiques doit aussi permettre plus largement aux lecteurs, militants et sympathisants de la Gauche communiste de mieux comprendre le sens et l'objet de notre combat au sein du camp prolétarien, voire de le rejoindre. Et aux forces pro-parti du camp prolétarien, dont la TCI et nous-mêmes faisons partie, de travailler au mieux et de concert dans la lutte historique pour le parti.

Le GIGC, novembre 2020

À propos des thèses de la revue *Internationalisme* sur la nature de l'État et la révolution prolétarienne (*Internationalisme* #9, 1946)

Nous continuons ici le débat que nous avons ouvert dans nos colonnes sur la période de transition entre capitalisme et communisme en publiant le courrier d'un camarade. Celui-ci critique les thèses de la Gauche communiste de France (GCF) qui ont servi de base à la position développée et adoptée dans les années 1970 par le CCI. Depuis son courrier initial, le camarade nous a envoyé un appendice que nous rajoutons après sa lettre. Nous faisons précéder les commentaires de notre correspondant par un extrait des thèses – que nous n'avons pas pu republier in extenso ici faute de place – afin que le lecteur puisse comprendre où se situe la critique. Nous l'encourageons à lire l'ensemble des thèses qui sont disponibles en français et anglais, en particulier sur le site du CCI⁴⁷. Enfin, nous faisons suivre le tout d'une rapide présentation de l'état de nos discussions internes sur la question en relevant que la contribution du camarade a permis de polariser deux positions divergentes sur la question.

Extraits des thèses adoptées par la Gauche communiste de France

Thèse 1 : L'État apparaît dans l'histoire sur la base de l'existence des intérêts antagoniques divisant la société humaine. Il est le produit, le résultat des rapports antagoniques économiques. Tout en jouant un rôle en tant que facteur réagissant au cours de l'histoire, il est avant tout un objet directement déterminé par le processus économique et au cours de celui-ci. En apparence placé au dessus des classes, il est en réalité l'expression juridique de la domination économique, la superstructure, le revêtement politique du règne économique d'une classe donnée dans la société. (...) Ainsi, l'État remplit une fonction importante dans la société assurant la sécurité, l'ordre indispensable à la continuation de la production, mais il ne peut le faire que par son caractère essentiellement conservatif. Au cours de l'histoire, l'État apparaît comme un facteur **conservateur et réactionnaire** de premier ordre, il est une entrave à laquelle s'heurtent constamment l'évolution et le développement des forces productives.

Thèse 4 : (...) Face au prolétariat et à sa mission historique d'instauration de la société socialiste, l'État se présente comme le Goliath historique. De par sa nature, il présente toute l'histoire passée de l'humanité, toutes les classes exploiteuses, toutes les forces réactionnaires. Sa nature étant comme nous l'avons démontré **conservatisme, violence, bureaucratisme, maintien des privilèges et exploitation économique**, il incarne le principe d'oppression irréductiblement opposé au principe de libération, incarné par le prolétariat et le socialisme.

Thèse 6 : (...) L'État, principe de domination et d'oppression économique de classe, ne peut être conquis dans le sens classique par le prolétariat. Au contraire, les premiers pas vers son émancipation consistent dans la destruction révolutionnaire de cet État. N'ayant aucune assise économique, aucune propriété, le prolétariat puise sa force dans la conscience qu'il acquiert des lois historiques, objectives du processus économique. Sa

force est exclusivement sa **conscience** et son **organisation**. Le parti de classe cristallisant la conscience de la classe, présente la condition indispensable pour l'accomplissement de la mission historique au même titre que ses organisations unitaires de lutte représentent sa capacité matérielle et pratique de l'action. (...).

Thèse 7 : (...) La phase transitoire exprime sa filiation économique avec l'ère historique présocialiste, en ce sens qu'elle ne peut satisfaire tous les besoins de la société et contient la nécessité de la poursuite de l'accumulation. Toute politique qui misera sur la plus haute accumulation en vue de l'élargissement de la production n'exprimera pas une tendance prolétarienne, mais ne serait que la suite d'une économie capitaliste. Tandis que la politique économique du prolétariat s'exprimera par l'accumulation nécessaire, compatible et conditionnée avec l'amélioration des conditions de vie des ouvriers, avec l'augmentation relative et progressive du "capital variable".

Après sa victoire sur la bourgeoisie, le prolétariat, d'une part, devient la classe dominante politiquement, qui à travers son parti de classe assure pendant toute la phase transitoire la dictature de sa classe en vue d'acheminer la société vers le socialisme et, d'autre part, conserve sa position de classe dans la production ayant des intérêts économiques particuliers immédiats à défendre et à faire prévaloir au travers de ses organisations économiques propres, les syndicats et ses moyens de lutte: la grève durant toute la phase transitoire.

Thèse 8 : (...) Le prolétariat doit avant tout veiller à l'indépendance de ses organismes de classe qui lui sont propres et empêcher leur altération en les exposant à des tâches et à des fonctions étrangères à leur nature. Le parti représentant la conscience de la mission historique de la classe et du but final à atteindre exercera la dictature au nom du prolétariat; le syndicat, organisation unitaire de la classe exprimant sa position écono-

47 . <https://fr.internationalism.org/Brochure/pdt-textes1>.

mique et ses intérêts immédiats qu'il est appelé à défendre ne peuvent s'identifier à l'État, ni s'intégrer à ce dernier.

Thèse 9 : L'État, dans la mesure où il est reconstitué après la révolution, exprime l'immaturation des conditions de la société socialiste, il est la superstructure politique d'une structure économique non encore socialiste. Sa nature reste étrangère et opposée au socialisme. De même que la phase transitoire est une inévitabilité historique objective par laquelle passe le prolétariat, de même l'État est un instrument de violence inévitable -pour le prolétariat- dont il se sert contre les classes dépossédées mais avec lequel il ne peut s'identifier **et le moins qu'on puisse dire c'est**

qu'il (l'état) est un fléau dont le prolétariat hérite dans sa lutte pour arriver à sa domination de classe. (Engels, préface à la "Guerre civile en France")

(...) La dictature du prolétariat exprimant la volonté de la classe révolutionnaire de briser les forces et les classes hostiles, et d'assurer la marche vers la société socialiste, exprime également son opposition fondamentale à la notion et à l'institution de l'État. L'expérience russe a mis particulièrement en évidence l'erreur théorique de la notion de "l'État ouvrier", de la nature de classe prolétarienne de l'État et de l'identification de la Dictature du prolétariat avec l'utilisation, par le prolétariat, de l'instrument de coercition qu'est l'État.

Correspondance et commentaires critiques sur les Thèses de la GCF

Au GIGC,

Chers camarades,

Les commentaires qui suivent visent à continuer notre discussion à propos du rôle de l'État au cours de la période de transition et de la transformation stalinienne de l'État en URSS, à partir de quelques réflexions personnelles occasionnées par la lecture du texte "La nature de l'État et la révolution prolétarienne" parue dans *Internationalisme* numéro 9 (avril 1946).

Afin que le fil de ma pensée vous soit transparent, je tiens à préciser dès à présent que les thèses qui y sont énoncées présentaient, selon ce que j'ai pu en comprendre, une *déviaton anarchiste* faisant son chemin au travers d'idées et de citations tirées du corpus marxiste.

C'est une loi historique du mouvement ouvrier et communiste que chaque crise opportuniste au sein de ses organisations politiques suscite des querelles théoriques entre ses militants s'essayant à retrouver le droit fil du programme historique du prolétariat. Mais la résolution de telles crises ne se fait pas par le chemin le plus direct et le plus simple. À l'époque de la Deuxième Internationale, le conformisme de la pratique légale et réformiste des groupes parlementaires socialistes, admise par le courant bernsteinien comme étant la "voie parlementaire au socialisme", avait reçu pour réponse un anticonformisme *de façade* antipolitique porteur tout autant d'un danger opportuniste. L'opportunisme de droite et l'opportunisme de gauche révélèrent leur gémellité en se tenant bras dessus bras dessous lors de l'Union sacrée de 1914.

La chose s'est répétée au temps où l'opportunisme centriste fut à la tête de la Troisième Internationale, si ce n'est que cette crise différa de la précédente de par son ampleur et sa profondeur, tant en ce qui concerne les résultats politiques du mouvement ouvrier préparé à être jeté dans la guerre impérialiste que pour la confu-

sion théorique régnante autour de la nature du régime soviétique. Au lendemain de la Seconde guerre mondiale, c'est toute une propagande démocratico-humaniste et antitotalitaire qui s'est vue être diffusée par les organes de la bourgeoisie occidentale et qui réussit à pénétrer des groupes se revendiquant de la révolution prolétarienne. À vrai dire, ces théories trouvaient pour une grande part leurs prémisses dans les jugements émis par la petite-bourgeoisie intellectuelle d'Europe occidentale, dont les plus éminents représentants étaient à l'époque Kautsky, Adler et Bauer, au sujet de la révolution d'Octobre 1917, déjà trop "autoritaire" à leurs yeux. Contre les exactions et les crimes du stalinisme, son emploi des méthodes terroristes et ses volte-face diplomatiques sans queue ni tête, on remit au goût du jour l'opposition de la Démocratie et de la Dictature, voire même de la douce et libre Société Civile contre le Monstre-État, toujours à l'affût de violer les droits imprescriptibles de cette première.

La révolution russe a montré un fait historique nouveau, celui d'un État érigé par une classe ouvrière devenue classe dominante dans un pays, passé ensuite du côté des forces bourgeoises et impérialistes. Il faut avant tout éviter, lorsqu'on veut élucider de tels problèmes et trouver les causes du processus historique, de tomber dans les réflexes intellectuels "infantile de gauche" abordant les problèmes pratiques avec trop de formalisme : une telle méthode a abouti à des condamnations du rôle des chefs "en général", du parti "en général", avec comme prétexte qu'il a existé des chefs médiocres ou qu'un parti ouvrier se soit rallié aux intérêts de la bourgeoisie, et que la conclusion à en tirer était de déclarer ces formes "pourries", "corrompues" ou encore "dépassées". En réalité, partis, chefs et masses entretiennent des relations dont les qualités, le contenu, ne leur sont pas intrinsèques, mais avant tout fonction des conditions environnantes et des dynamiques sociales à l'œuvre dans leur milieu historique;

c'est en ces termes que Lénine posa l'explication de l'opportunisme des dirigeants de la Deuxième Internationale, en le raccrochant à l'expansion coloniale du capitalisme ouvrant une période de rapports relativement "pacifiques" entre le prolétariat européen et la classe capitaliste, incitant l'aristocratie ouvrière à trouver des terrains d'entente et de collaboration avec cette dernière. La trahison n'est pas un phénomène réductible à la morale ou à la psychologie de son auteur personnel, mais un fait social.

C'est dans un esprit tout autre qu'*Internationalisme* me semble avoir posé la question de l'Etat, et de ses rapports vis-à-vis du Parti et de la Classe, bien qu'il prétende tirer les enseignements de l' "expérience russe", et amène des considérations qui s'éloignent du marxisme.

Dès le §1, l'Etat est déclaré être "un facteur CONSERVATEUR ET REACTIONNAIRE de premier ordre" dont la raison d'être est "exclusivement, dans sa fonction, de codifier, de légaliser un état économique déjà existant", fonction qu'il assume en tant qu'arme de la classe dominante pour défendre ses intérêts. Remarquez que, à partir de cette définition classique de l'Etat comme instrument d'oppression de la classe dominante sur la classe dominée, insistant sur la *structure sociale de classe* sous-jacente à son existence, on ajoute de manière a priori une autre détermination qui désigne cette fois-ci une *direction*, un *sens* au regard du développement des forces productives de l'histoire.

Faudrait-il alors conclure que l'Etat jacobin fut réactionnaire en confisquant les biens de l'Eglise, de même que le fut l'Etat de l'Union dans sa guerre contre les Etats confédérés esclavagistes? Que penser alors des jugements d'Engels sur la politique d'unification nationale que Bismarck (le *JUNKER* Bismarck) mena, certes "par le haut", mais qui n'en fut pas moins révolutionnaire? L'Etat sanctionne et codifie des rapports économiques qui lui sont préexistants, mais son action ne se limite pas à cette sphère : il est également un *agent économique* et impacte par son activité les conditions économiques. Les guerres menées par les Etats capitalistes occasionnent des destructions matérielles et humaines qui ne sont pas sans influence sur le processus économique (dévalorisation du capital, désorganisation, etc.); l'Etat décide de l'impôt, des transferts de plus-value entre classes possédantes, peut se faire propriétaire et investir du capital dans des entreprises, etc. Mais je tiens ici à ajouter expressément, car vous pourriez être amené à voir là une position qui nous ramènerait à la façon de Dühring d'envisager le rôle de la violence dans l'histoire de l'humanité, que cela n'implique nullement une quelconque autonomie de l'Etat par rapport à la base économique! Il est bien évidemment hors de son pouvoir, juridique ou physique, de créer ou d'inventer les *lois de l'infrastructure économique* auxquelles il est également soumis comme le sont les individus, les catégo-

ries, les partis ou les classes. Seulement, considérez comme le fait *Internationalisme* que l'Etat se contenterait d'appliquer un "tampon" sur des relations économiques et sociales et de les valider ainsi est réducteur.

Ainsi, le caractère conservateur, réactionnaire ou révolutionnaire de l'Etat dépend de sa façon d'utiliser la force de ses appareils de coercition physiques ou idéologiques aux rapports sociaux ambiants. Retirer a priori tout potentiel révolutionnaire à cette superstructure, c'est aboutir à des contradictions pratiques concernant le processus de la révolution prolétarienne.

Internationalisme écrit ensuite que le socialisme [plus exactement, il s'agirait plutôt de dire le communisme intégral, le socialisme désignant la phase de transition où persiste l'existence des classes, des divisions nationales, etc.] s'oppose irréductiblement à l'Etat qui « *reste une institution étrangère et hostile au socialisme* »⁴⁸ [au communisme intégral]. Qu'est-ce qu'on cherche exactement à dire par là ? Que l'Etat ne saurait exister au sein de la phase supérieure communiste? C'est une certitude théorique, une évidence pour les marxistes jamais remises en cause. Ou bien alors que *l'usage de l'Etat* irait à l'encontre du but, qui est d'atteindre la phase supérieure? Alors dans ce cas-là, on commettrait l'erreur idéaliste de l'Anarchisme de fonder les critères de la praxis de classe sur des *conditions imaginaires ou idéales* et non sur les *conditions réelles et présentes*. C'est confondre la représentation *mentale* du but avec l'*ordre réel* dans lequel nous vivons.

En considérant l'Etat comme une machine *uniquement réactionnaire*, défendant un "ordre" et cherchant à conserver des rapports sociaux déjà existants, alors sa nécessité pour le prolétariat devient illogique : car la dictature du prolétariat a pour tâche de *détruire* les anciens rapports de production bourgeois et parallèlement de *construire* les nouveaux rapports communistes, car nous n'avons sous la main, à l'instant de la révolution, que les prémisses, les conditions préalables du mode de production communiste. L'Etat joue le rôle de pôle centralisateur dans cette œuvre de transformation économique.

Internationalisme, pour se prémunir du danger de l'Etat, ne propose comme garde-fou que le b.a.-ba de la Commune, repris par Engels puis Lénine : fonctionnaires recevant une paie du même tenant que celle d'un ouvrier, participation large des masses à l'administration, etc. Ce sont des mesures à prendre pour édifier le nouvel Etat et marque le premier pas de l'absorption de celui-ci dans la Société. C'est sur ce modèle que les Soviets en Russie furent formés. Mais le problème ne vient pas de la *forme d'organisation*, et aucune précaution de cet ordre ne représente une garantie *en soi* ! La fameuse "expérience russe" est ici totalement évacuée : on

48 . Thèse 9.

n'étudie pas l'évolution de l'organisme étatique au sein de son milieu réel. Or quel est le processus majeur qui l'affectait? L'énergie révolutionnaire délogée par l'explosion d'Octobre, ne parvenant pas à s'étendre en Europe occidentale du fait de l'échec de la Révolution allemande, meurt lentement d'asphyxie dans un pays arriéré, entourée d'une formation économique marchande et petite-bourgeoise; le capitalisme mondial se stabilise et reprend des forces; le prolétariat russe, pliant sous les contradictions économiques, perd la puissance sociale qui retombe dans les mains d'une autre classe; le cours historique de la Russie prend un autre tournant, dont le stalinisme est la manifestation politique. (Il a beaucoup été question, dans le feu des événements comme après, de la "bureaucratisation" de l'Etat. Or, si je ne m'abuse, Lénine identifiait la cause de ce phénomène dans l'éparpillement de l'économie russe, et non dans le caractère brutal de Staline ou dans un vice organisationnel!)

Et cette analyse (tirée à grands traits) respecte parfaitement les codes du marxisme : le facteur économique, les forces productives, décident en dernière instance.

Pour terminer, en ce qui concerne l'évolution interne de la Troisième Internationale, et d'évaluer dans quelle mesure sa politique a pu participer à l'échec révolutionnaire, je pense à mon avis qu'il faut y voir, à **une échelle très générale**, un *facteur secondaire*. Le recul marqué entre les principes affichés à sa création et sa tactique de Front Unique, Gouvernement Ouvrier, Socialisme dans un seul pays, etc. menée par après sont plus les marques laissées par la tendance générale au reflux de la révolution que la cause de l'insuccès de la révolution européenne. Il serait sans doute contraire aux conceptions de la Gauche communiste d'Italie de voir dans des mauvaises tactiques la raison de l'échec d'une révolution, ce qui signifierait dans le cas inverse qu'une bonne tactique aurait pu entraîner un revirement de situation! Les critiques de la tactique de l'I.C. doivent rentrer dans le cadre uniquement du problème de la sauvegarde et du maintien d'un Parti révolutionnaire quand le cours historique lui est défavorable, et savoir comment il peut éviter de devenir une organisation politique opportuniste.

Appendice

Je me propose ici de présenter quelques commentaires sur la réflexion portée par Internationalisme (#9) sur laquelle certaines scories issues de systèmes d'idées étrangers à la conception du monde marxiste se sont déposées, de les exposer et de les éliminer, et ce afin que la question de l'Etat de la période de transition ne repose pas sur des prémisses théoriques erronées.

1. Considérer que l'Etat, de par sa fonction de maintien de l'ordre, serait antithétique à tout changements et transformations, témoigne d'une perte de sens dialectique dans l'intelligibilité des choses. Suivant le mode

métaphysique de penser, selon lequel le point de départ est idées, mots, définitions et procède par a priori sur la base de ces matériaux, ordre et changement s'opposent, sont extérieurs l'un à l'autre, l'un exclut forcément l'autre. La méthode dialectique traite des choses réelles, des rapports réels entre les choses et abandonne le soporifique mouvement de pendule qui fait passer la réflexion de A à sa négation B, et de la négation de B revient en A.

Un Maître ou d'autres peuvent sans doute s'illusionner et penser l'Ordre comme une puissance stoïque investie d'un Principe éternel et surnaturel (Dieu, la Tradition, etc.) capable de conserver le monde dans une immuabilité, une incorruptibilité où "tout n'est qu'ordre et beauté". L'analyse marxiste a cependant retiré à l'Etat les oripeaux sacrés que revêtaient sa mécanique froide, et a réduit sa nature à des données matérielles, humaines et historiques.

2. L'attribution d'un caractère absolument conservateur et réactionnaire à l'Etat n'est rien d'autre qu'une expression profane de ce même fond métaphysique et religieux, le vocabulaire politique se substituant ici au vocabulaire moral. Si l'Etat est une « *entrave à laquelle se heurte constamment l'évolution et le développement des forces productives* », il reste à expliquer ce grand mystère de l'apparition de l'Etat à un stade donné de leur développement... qui n'a nullement cessé depuis !

Le côté philosophique de cette thèse défendue par *Internationalisme*, et qui jure avec le contenu matérialiste de son analyse générale, fait clairement fausse route et s'éloigne de la juste compréhension du rôle des superstructures étatiques dans l'histoire.

3. De la définition de l'Etat faisant office d'instrument d'oppression d'une classe dominante sur une classe dominée (nous donnant ainsi l'essence de l'Etat et la *structure sociale* qui le fonde) ne peut être déduit a priori son caractère réactionnaire, détermination qui se rapporte à une *direction* et un *sens* au regard d'une évolution déterminée de l'infrastructure économique. Cette détermination est relative à l'application de la force d'Etat sur les rapports sociaux ambiants, selon qu'elle s'oriente vers la conservation ou la destruction de formes périmées ; et inversement : agit pour étouffer ou au contraire pour affermir des formes nouvelles.

4. L'*antithèse de l'ordre et du changement* se trouve ainsi n'être qu'un simple jeu creux sur les mots et les contradictions apparentes, et dénué de fond conceptuel. L'association d'idées « Etat = ordre = conservation » se limite à une appréciation phénoménale et non-objective. La société communiste connaîtra l'ordre et l'organisation harmonieuse de ses forces productives, cependant que l'Etat y aura disparu ; a contrario, la société bourgeoise connaît l'Etat, mais son système de production est *anarchique* et *antagonique*. Ce qui démontre ainsi que ces liaisons établies dans la pensée

n'ont aucun fondement réel.

Dans la réalité donc, nous n'avons pas affaire à de telles entités, mais à des facteurs matériels déterminés s'affectant les uns les autres sur un mode tout aussi déterminé, mesurables et évaluables. Et en scrutant le fond des choses, le socialisme scientifique parvient à des conclusions « paradoxales » telles que « le communisme sortira des entrailles du capitalisme », bien que tout oppose ces deux types économiques, et dont le semblant de paradoxe s'écroule une fois étudié et com-

pris le processus de la formation capitaliste. Dans ce même ordre d'idée, l'ambiguïté de l'assertion « *La nature de l'Etat reste étrangère et opposée au socialisme* » est levée et il n'est plus inconcevable qu'un nouvel Etat post-révolutionnaire puisse être un agent positif de la construction d'une société sans Etat.

« *Pourquoi luttons-nous donc pour la dictature politique du prolétariat si le pouvoir politique est économiquement impuissant ?* » (Lettre d'Engels à Schmidt, 27 octobre 1890).

Jr, août et novembre 2020

Prémises d'un débat contradictoire interne au GIGC sur la période de transition

À ce jour, le GIGC n'a pas adopté de position particulière sur les débats historiques autour de cette question au sein de la Gauche communiste. Les articles que nous avons publiés dans notre revue n'étaient que des contributions ouvrant la réflexion et la discussion en notre sein et que nous jugions utile de rendre publiques. Si elles tendaient à s'inscrire en référence à la position de la GCF et du CCI, elles essayaient surtout de se distinguer de la démarche d'ordre conseilliste qui peut accompagner, ou fonder – selon les camarades –, son rejet de la notion d'État prolétarien et de l'identification du prolétariat à l'État de la période de transition.

La publication de la critique⁴⁹ de 1979 du PCint-Battaglia comunista de la position du CCI, notre débat public avec le camarade Fredo Corvo⁵⁰ et, aujourd'hui, les discussions avec les contacts et sympathisants, ont permis de développer notre réflexion commune et deux positions se sont clairement polarisées à partir de la correspondance du camarade Jr.

L'une se prononce en désaccord avec la position du camarade : « *il prend appui sur l'expérience historique de l'État bourgeois, par exemple de Bismarck, pour argumenter sur l'État prolétarien. Or il y a une différence fondamentale entre la révolution bourgeoise et la révolution prolétarienne. La place et la condition du prolétariat n'est pas la même que celle de la bourgeoisie dans leurs processus révolutionnaires respectifs – le prolétariat restant toujours classe exploitée. Il dit que l'État est un facteur économique. C'est à prendre avec prudence et précaution. L'État a principalement des fonctions " négatives " telle la répression alors que les fonctions " positives " ne sont pas le fait de l'État de la période de transition mais du prolétariat lui-même. C'est celui-ci qui porte et met en avant grâce à son parti le communisme. La critique qu'il porte aux thèses de la GCF (et du CCI) selon laquelle il s'agit de thèses anarchistes est facile et oublie le souci principal de la GCF et du CCI* » (PV d'une réunion interne), à savoir que le prolétariat, même dans la période de transition, et alors même qu'il exerce sa dictature de classe, reste

classe exploitée, faisant qu'il ne peut s'identifier totalement à l'État. L'autre est « *d'accord avec Jr quand il dit que la notion d'un État intrinsèquement conservateur est une déviation anarchiste/conseilliste. (...) L'argument [distinguait] la dictature du prolétariat et le demi-État, qui a une fonction de répression mais que le prolétariat contrôle toujours sans que l'État soit un État ouvrier, est que cette double nature de la période de transition serait l'ABC du marxisme. Cependant, cette double nature est déterminée par les progrès réalisés vers l'abolition des classes et l'inclusion de l'humanité tout entière dans la production socialisée. Elle n'implique pas deux entités distinctes qui coexistent simultanément. (...) La critique de la CWO concernant la position du CCI (cf. l'article sur les 45 ans de la CWO⁵¹) sur cette question est en fait correcte* ».

La divergence est nette et nous impose de développer au mieux un débat interne sur la période de transition auquel nous invitons toutes les autres forces de la Gauche communiste, groupes et sympathisants, à participer. Toute contribution ou critique est et sera la bienvenue. Dans la mesure de nos capacités, nous essaierons d'en rendre compte publiquement. Le cadre de ce débat ? « *Le prolétariat a besoin de l'État (...), mais [les opportunistes] " oublie " d'ajouter, premièrement, que d'après Marx, il ne faut au prolétariat qu'un État en voie d'extinction, c'est-à-dire constitué de telle sorte qu'il commence immédiatement à s'éteindre et ne puisse que s'éteindre. Deuxièmement, que les travailleurs ont besoin d'un " État " qui soit le " le prolétariat organisé en classe dominante " » (Lévine, l'État et la révolution, 1917).*

Le GIGC, novembre 2020

49 . Révolution ou Guerre #9, <http://igcl.org/Monopole-des-armes>

50 . Révolution ou Guerre #13 : <http://igcl.org/Origine-et-signification-des>.

51 . <http://www.leftcom.org/en/articles/2020-09-24/on-the-forty-fifth-anniversary-of-the-founding-of-the-cwo>.

• La revue Révolution ou Guerre en français est en vente aux endroits suivants :

- Canada (Québec)
- Librairie Fleury 1169 rue Fleury est, Montréal.
- Zone Libre 262 Ste-Catherine est, Montréal.
- Le Livre Voyageur 2319 Bélanger est, Montréal.
- Coop Édouard-Montpetit 945 Chemin Chambly, Longueuil.
- Côté gauche 33 rue du Marché, Salaberry-de-Valleyfield.

•

- France
- La Brèche, 27 rue Taine 75012 Paris
- Parallèles, 47 rue Saint Honoré 75001 Paris
- Quilombo, 23 rue Voltaire, 75011 Paris
- Odeur du temps, 35 rue Paillon 13001 Marseille
- La Gryffe, 5 rue Sébastien Gryphe, 69007 Lyon.

•

• La revue Révolution ou Guerre en anglais est en vente aux endroits suivants :

- Hongrie
- Gondolkodo Logodi utca, 51 H-Budapest-1012

•

- Royaume-Uni
- Housmans Bookshop 5 Caledonian Road, London

•

- États-Unis
- May Day books
- 301 Cedar Avenue
- Minniapolis, Minnisota.

•

- La revue est aussi disponible en pdf en écrivant à : intleftcom@gmail.com

Sommaire de *Révolution ou Guerre* #16 (septembre 2020)

Crise capitaliste et offensive bourgeoise contre le prolétariat

Déclaration conjointe GCCF-GIGC sur les manifestations anti-racistes aux États-Unis (5 juin 2020)

La fausse opposition racisme-antiracisme et la menace qu'elle représente pour le prolétariat international

Lénine : L'attitude du parti ouvrier à l'égard de la religion (1909, extraits)

La pandémie mondiale et le concurrence impérialiste (Tendance Communiste Internationaliste)

Discussion et réflexion sur le texte de la TCI : la Chine, principal rival impérialiste des USA ?

Contre les ragots sur les réseaux sociaux et défense des débats politiques publics

Correspondance sur la période de transition entre capitalisme et communisme



NOS POSITIONS

- Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : **socialisme ou barbarie**.

- La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

- Les régimes étatisés qui, sous le nom de "socialistes" ou "communistes", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

- Depuis le début du 20e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

- Toutes les idéologies nationalistes, d'"indépendance nationale", de "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.

- Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La "démocratie", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

- Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis "ouvriers", "socialistes", "communiste" (les ex-"communistes" aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes, anarchistes), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de "front populaire", "front anti-fasciste" ou "front unique", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

- Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, "officielles" ou "de base", ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

- Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

- Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

- La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni "autogestion", ni "nationalisation" de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

- L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir" en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITÉ

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.

- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

- Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le GIG se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des Communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association Internationale des Travailleurs, 1864-72, l'Internationale Socialiste, 1889-1914, l'Internationale Communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la 3e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne, et des groupes de la Gauche communiste qui se sont développés en particulier dans les années 1970 et 1980 et qui sont issus de ces fractions.